

RENTREE SCOLAIRE

**Pas plus de 20
élèves par classe**

P2

ANSEJ

**Plus de 70%
des entreprises
en difficulté**

P5

FOOT/ ALGERIE
(PREPARATION
DE LA SAISON 2020-2021)

**La FAF organise
une série
de réunions**

P13



PORT SAÏD (ALGER)

La police vide le marché parallèle de devise

P3



MOSTAGANEM

82 harragas interceptés en trois jours

En moins de 72 heures, plusieurs tentatives d'immigration clandestine ont été déjouées par les gardes-côtes au large de la côte de Mostaganem. Les tentatives mises en échec ont impliqué pas moins de 82 candidats à l'immigration illégale. Selon l'APS, plusieurs tentatives de quitter illégalement le territoire national ont été déjouées entre la nuit de jeudi dernier et hier matin. Selon la même source, dans la nuit de jeudi à vendredi, les éléments du groupement des garde-côtes ont mis en échec, au large de Mostaganem, plusieurs tentatives d'immigration clandestine et arrêtés 49 personnes dont des étrangers.

P2

VACCIN
ANTI-COVID 19

L'institut Pasteur en discussion avec les Russes

L'Algérie, à l'instar de beaucoup de pays à travers le monde, s'intéresse de très près au vaccin russe. C'est dans ce sens que le directeur de l'institut Pasteur Fawzi Derrar a annoncé, hier, que l'institution qu'il dirige engage des « discussions » avec « des collègues Russes » dont le but est d'obtenir les données optimales sur le vaccin mis au point dans leur pays, particulièrement en ce qui concerne son efficacité au plan immunitaire, mais également, sur ses éventuels effets indésirables, « rares ou tardifs ». Cela revient à dire que l'Algérie n'a pas encore pris option pour ce vaccin, contrairement à d'autres pays qui sont allés jusqu'à accepter l'application de tests cliniques sur des volontaires, à l'image du Mexique.

P3

Régions

BATNA

**Production
prévisionnelle de plus
de 1,2 million de
quintaux de pommes**

P7

EL TARF

**Rush
"impressionnant"
des baigneurs dans
les plages**

P8

CORONAVIRUS EN ALGERIE

392 nouveaux cas et 7 décès

P2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Des recommandations d'experts
pour relancer le secteur**

P5

MILA

**Nouvelle secousse tellurique de 3,3 degrés
à Grarem-Gouga**

P24

Culture

CINQ MOIS PLUS TARD

**La 23e édition du
Festival de Malaga
a ouvert ses portes**

P21



MINISTÈRE DES
AFFAIRES RELI-
GIEUSES

**Le nissab
de la Zakat fixé
à 705 500 DA**

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé que le nissab de la Zakat de l'argent et des offres commerciales pour l'an 1442 de l'Hégire a été fixé à sept cent cinquante mille cinq cent dinars algériens (705.500 DA), a indiqué hier un communiqué du ministère. La Zakat correspond au quart du dixième, soit 2,5 % de toute valeur ayant atteint le nissab au terme d'une année, à savoir l'argent, les offres commerciales et les marchandises évalués au prix de vente actuel le jour de la Zakat, a précisé la même source. Le nissab de la Zakat a été calculé sur la base de 20 dinars or dont le poids équivaut 85gr alors que l'Agence nationale de transformation et de distribution de l'or et métaux précieux (AGENOR) a fixé le prix du gramme d'or de 18 carats à 8.300 DA", ajoute le communiqué. Le ministère des Affaires religieuses a mis à la disposition des personnes devant s'en acquitter le Fonds de la Zakat sous les comptes CCP répartis à travers les wilayas, en les appelant à "verser la zakat dans les comptes CCP afin d'aider les nécessiteux, notamment ceux touchés par la pandémie du covid-19", a conclu le communiqué.

R.N

ALGER

**3600 commerces
fermés pour
non-respect
des mesures
préventives**

Les services de la direction du Commerce de la wilaya d'Alger ont procédé à la fermeture immédiate de plus de 3600 commerces à travers les différentes circonscriptions administratives de la capitale, entre le 10 juillet et le 17 août courant, pour non-respect des mesures préventives prises contre la propagation de la Covid-19. "Pour s'assurer du respect par les commerçants des mesures préventives prises contre la propagation de la Covid-19, les services de la direction du commerce d'Alger ont contrôlé, du 10 juillet au 17 août courant, 20 477 locaux", a précisé un communiqué publié hier sur la page Facebook de la wilaya d'Alger, ajoutant que cette opération a donné lieu à la fermeture immédiate de 3637 commerces. Les services de la Sûreté ont effectué 4851 interventions ayant permis la fermeture de 964 commerces, selon le bilan qui fait état de 15 626 interventions effectuées par les services de la direction du commerce ayant donné lieu à la fermeture de 2 673 locaux. Dans ce cadre, 442 contraventions ont été dressées pour non port du masque et 627 autres pour non-respect de la distanciation sociale, non-respect des règles d'hygiène (805), exercice des activités commerciales non autorisées durant la période du confinement(345).

APS

MOSTAGANEM

**82 harragas interceptés
en trois jours**

En moins de 72 heures, plusieurs tentatives d'immigration clandestine ont été déjouées par les gardes-côtes au large de la côte de Mostaganem. Les tentatives mises en échec ont impliqué pas moins de 82 candidats à l'immigration illégale.



Selon l'APS, plusieurs tentatives de quitter illégalement le territoire national ont été déjouées entre la nuit de jeudi dernier et hier matin. Selon la même source, dans la nuit de jeudi à vendredi, les éléments du groupement des garde-côtes ont mis en échec, au large de Mostaganem, plusieurs tentatives d'immigration clandestine et arrêtés 49 personnes dont des étrangers. Au cours des patrouilles effectuées, entre 22 heures et 3 heures du matin, les garde-côtes ont intercepté au Nord du port commercial de Mostaganem et au large de la côte Est de la wilaya, trois groupes de candidats à l'immigration clandestine se trouvant à bord d'embarcations traditionnelles, ont précisé les

garde-côtes à l'APS, ajoutant que parmi ces migrants clandestins il y a 3 ressortissants étrangers, 4 mineurs et une femme. La deuxième tentative déjouée par les garde-côtes s'est déroulée samedi au large de la plage Chaibya (Mostaganem) et impliquant une tentative d'immigration clandestine pour 17 personnes dont des ressortissants étrangers et deux mineurs, a rapporté hier l'agence APS. La même source a précisé que les éléments des garde-côtes avaient intercepté une embarcation de fabrication traditionnelle avec à son bord le nombre de personnes susmentionnées. L'interception a été faite à 13 km au Nord de la plage de Chaibya, relevant de la commune de Benabdellmalek-Ramdane, a-t-on ajouté. Hier vers 3h du matin, les

garde-côtes ont mis en échec une autre tentative d'immigration clandestine par voie maritime de 16 personnes à Mostaganem. Les garde-côtes ont intercepté une embarcation de confection artisanale, à 5,5 km au Nord de la plage des trois frères, à Kherouba (à l'Est du chef-lieu de wilaya). Tous les harragas interceptés ont été transférés au port de Mostaganem pour effectuer les démarches en vigueur dans de tels cas et de leur apporter les premiers soins au niveau de l'hôpital avancé de la protection civile, où le dispositif de prévention contre le coronavirus (Covid-19) a été activé, en collaboration avec les services compétents. Ils seront remis ultérieurement aux services de sûreté compétents et traduits en

justice pour tentative d'immigration clandestine par voie maritime. Pour rappel, la militante espagnole des droits de l'homme, Helena Maleno, a signalé samedi 22 août la disparition de plusieurs harragas algériens qui tentaient de rejoindre l'Espagne. Selon la même source, au total, onze personnes, parties d'Algérie, sont portées disparues en mer dont une femme et un enfant. Quatre personnes ont survécu, trois d'entre elles se trouvent à Barcelone, et une dans la ville espagnole d'Almeria, a précisé la militante espagnole. Il convient aussi de rappeler que la semaine dernière, deux harragas algériens ont été retrouvés morts dans un conteneur en Espagne.

R.N

RENTREE SCOLAIRE

Pas plus de 20 élèves par classe

Le directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Éducation nationale, Qassem Djahlane, a affirmé hier 23 août 2020, lors de son passage à la Radio nationale, que toutes les mesures de prévention et de précaution dues à l'épidémie de coronavirus ont été prises pour accueillir les candidats au BEM et au baccalauréat, ainsi que l'entrée à l'école prévue le 4 octobre prochain. Il a souligné qu'un système de groupes ne dépassant pas 20 élèves par classe a été adopté dans chaque département, indiquant que les élèves seront répartis de manière à assurer l'éducation pour tous selon des dispositions pédagogiques. Il a relevé que plus de 450.000 enseignants ont rejoint leurs établissements pour signer les procès-verbaux après une interruption de six mois en raison de l'épidémie du coronavirus.

**Epreuves de fin de cycles moyen
et secondaire**

De sa part, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a instruit samedi à Alger les directeurs de l'éducation à travers les

wilayas d'aménager et nettoyer les établissements scolaires avant le 25 août en cours, et ce à la reprise des enseignants et l'organisation des séances de révision pour les élèves qui vont passer les épreuves de fin de cycle moyen et du baccalauréat. Président par visioconférence au siège de son département ministériel, les travaux de la Conférence nationale des directeurs de l'éducation, M. Ouadjaout a appelé, dans ce sens, les directeurs de l'éducation à l'élaboration d'un système exceptionnel de révision selon la spécificité de chaque établissement dans des groupes ne dépassant pas 15 élèves, la mise en place d'un programme de révision minutieux en coordination avec les enseignants des matières concernées", rappelant que la révision doit cibler toutes les matières concernées par les examens du BEM et du BAC. Il a également souligné la nécessité de "consacrer un temps de révision conformément au volume horaire adopté officiellement, d'élaborer des emplois du temps de révision selon la spécificité de chaque établissement, de répondre aux besoins des enseignants et des

élèves en matière du contenu de la révision et d'inclure des séances de psychopédagogie en coordination avec les conseillers de l'orientation scolaire et professionnelle". Dans ce contexte, M. Ouadjaout a rappelé une série d'opérations à réaliser, entre autres, "prendre attache avec les walis pour s'assurer de l'application du protocole sanitaire préventif avant le 25 août, inviter les psychologues et les médecins généralistes aux établissements scolaires pour accompagner les élèves et appliquer strictement le plan exceptionnel de révision élaboré en faveur des élèves candidats aux examens nationaux. Le ministre a souligné la nécessité « d'organiser l'espace de l'établissement, en mettant en place un plan pour la circulation des élèves et l'application des mesures préventives lors de la réception des employés et des élèves candidats ainsi que l'aménagement des salles dédiées à la révision à même de garantir la mise en œuvre du protocole sanitaire de prévention, notamment le respect de la distanciation physique (1,5 au minimum)».

R.N

PORT SAÏD (ALGER)

La police vide le marché parallèle de devises

Les éléments de la police nationale, accompagnés des agents de la douane, ont procédé hier, sans avertissement, à l'arrestation de plusieurs vendeurs de devises à la place du Square Port Saïd à Alger Centre. Vers 10h, la place du Square, d'habitude truffée de ces vendeurs de la devise, était presque vide. Aucun vendeur à l'horizon.

La descente d'hier n'était vraisemblablement pas une surprise pour ses « spécialistes » de change illicite de devises. Depuis plusieurs jours, ces cambistes, contrairement aux jours et semaines passés, se font discrets et ne s'affichent plus sur la voie publique et « surtout ne montrent plus de liasses d'argent de toutes monnaies pour attirer l'attention des piétons et des automobilistes ». Très difficile, cependant, d'estimer la valeur de devise saisie hier. Interrogé, un des vendeurs, nous a confié que la quantité prise par les forces de l'ordre ne constitue qu'une infime partie des sommes circulant d'habitude. Des sommes faramineuses de devises de toute sorte se vendent et s'achètent sur ce marché devenu au fil du temps une véritable bourse dépassant, en termes de valeur échangée, les banques officielles. Pendant la saison estivale, du hadj, de la Omra, tout comme pour l'achat d'une voiture, les marchés informels de devise deviennent un véritable indicateur de l'économie réelle de l'Algérie. C'est là où les spécialistes mesurent la valeur réelle de la richesse nationale et l'épargne des familles algériennes. Selon des informations, non vérifiées, des entreprises étrangères procédaient à échanger de grosses sommes sur le marché de Port Saïd. Plusieurs



sont les spécialistes qui ont appelé les autorités à mettre un terme à la vente illicite de devise. Pour eux, la lutte contre l'informel dans le commerce doit commencer par la lutte contre les marchés illicites de change. Pour se faire, des propositions ont été avancées allant de l'interdiction par la force publique jusqu'à l'intervention de

l'Etat à travers des agents officiels pratiquant la vente de devise à des tarifs concurrentiels ou la création

de bureaux de change comme c'est le cas dans plusieurs pays.

Ha.Sa

Les cours des principales devises sur le marché noir ont baissé, ces derniers mois, à cause de la demande qui est quasi nulle. Le dollar américain est évalué à 168 Dinars algériens, alors l'euro se vend à 185 dinars. Selon le taux officiel de la Banque d'Algérie, 1 Dollar US équivaut à 128,41 dinars, tandis que 1 euro équivaut à 1 Euro est estimé à 138,90 dinars.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

392 nouveaux cas et 7 décès

Trois cent quatre-vingt-douze (392) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 268 guérisons et 11 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 41 460 dont 392 nouveaux cas, soit 0,8 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1435 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 29 142, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 18 wilayas ont recensé, durant

les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 13 autres ont enregistré plus de 10 cas, tandis que 17 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 41 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques. De sa part, le directeur de l'Institut national de santé publique (INSP) et membre du comité de surveillance et de suivi de l'évolution du Coronavirus, Pr Lyes Rahal, a confirmé, dans une déclaration hier à l'APS,

qu'une diminution du nombre d'infections au coronavirus, ainsi que des hospitalisations, avait été enregistrée au cours des derniers jours de ce mois d'août par rapport à juillet dernier. M. Rahal a expliqué qu'une courbe descendante a été enregistrée pour les hospitalisations de personnes infectées par le Coronavirus, qui sont passées de 11 730 cas au cours du 20 juillet dernier à 8200 cas le 2 août, pour atteindre 5206 cas le 20 du même mois. Quant au nombre de personnes placées en soins intensifs, il est passé de 62 cas le 20 juillet dernier à 55 cas le 2 août, pour atteindre 42 cas le 20 du même mois, précise la même source.

R.N

ARRÊTÉS VENDREDI DERNIER

Une quarantaine de manifestants devant le juge

Une « quarantaine de manifestants, dont trois femmes, ont été présentés hier devant les procureurs des tribunaux de trois wilayas : il y a 24 manifestants à Mostaganem dont 5 arrêtés jeudi 20 août et 19 manifestants dont 3 femmes interpellés vendredi 21 août. Il y a eu également l'interpellation de 9 personnes à Biskra et 7 autres à El Bayadh », a déclaré un coordinateur du Comité national de libération des détenus (CNLD). La police a procédé vendredi après-midi à évacuer et interpellé une quarantaine de manifestants soupçonnés de vouloir réactiver les marches du mouvement populaire (hirak) dans plusieurs wilayas. Les arrestations ont eu lieu dans plusieurs wilayas d'Algérie notamment, à Boumerdes, à Tizi Ouzou, à Béjaïa, à M'Sila, à Tiemcen, à Alger, à Ouargla (Touggourt), à Constantine, à Tيارت, à Oum El-Bouaghi, à

Skikda, à Annaba, à Sidi Bel-Abbès, à Jijel, à Sétif, à Nâama, à Médéa, à Laghouat, à Relizane, à Bordj Bou-Arréridj, à Oued Souf, à Oran, à Mostaganem, au total, 28 wilayas étaient concernées par les interpellations. En revanche, une majorité des manifestants a été relâchée tardivement dans la nuit de vendredi dans plusieurs commissariats, mais environ 40 manifestants seront présentés devant les procureurs de la République des différentes juridictions du pays, ils ont été maintenus en garde à vue. Hier, le CNLD a annoncé que la garde à vue est prolongée pour les 11 personnes qui ont été arrêtés vendredi 21 Août à Biskra. Devant le procureur du tribunal de Biskra, seront présentés aujourd'hui : Ahmed Ben Ala, Seïfeddine Rais, Bahri Mokhtar, Tarek Zekiri, Anouar Zaid, Salah Laayachi, Djamel Bahri, Walid Hamel, Hicham Kihel, Anouar Ben

Zkara, Youcef Belhouichet. À El Bayadh, les manifestants arrêtés vendredi 21 Août et présentés devant le procureur du tribunal hier sont relâchés. Après avoir été placés en garde à vue depuis vendredi 21 Août, le parquet décide de relâcher les 8 personnes et de ne pas présenter les dossiers devant la justice, ils sont donc libres, il s'agit de Adli Lemsaid, Nadji Bahous, Zegrar Bahous, Zegrar Houssain, Medjedoubi Chikh, Ayoub Chahetou, Ammar Cheighaf. À Mostaganem, les manifestants arrêtés le vendredi 21 Août dont les trois femmes : Beldjilali Hasnia, Hanane Bechekat et Fatma Benameur, ont été présentées, devant le procureur, précise la même source, ils sont poursuivis d'incitation à attroupement en attendant la décision du procureur quant à la suite judiciaire.

R.N

VACCIN ANTI-COVID 19

L'institut Pasteur en discussion avec les Russes

L'Algérie, à l'instar de beaucoup de pays à travers le monde, s'intéresse de très près au vaccin russe. C'est dans ce sens que le directeur de l'institut Pasteur Fawzi Derrar a annoncé, hier, que l'institution qu'il dirige engage des « discussions » avec « des collègues Russes » dont le but est d'obtenir les données optimales sur le vaccin mis au point dans leur pays, particulièrement en ce qui concerne son efficacité au plan immunitaire, mais également, sur ses éventuels effets indésirables, « rares ou tardifs ». Cela revient à dire que l'Algérie n'a pas encore pris option pour ce vaccin, contrairement à d'autres pays qui sont allés jusqu'à accepter l'application de tests cliniques sur des volontaires, à l'image du Mexique. Sur l'évolution de la pandémie en Algérie, Derrar tient à rassurer que l'examen des courbes de contamination au coronavirus en Algérie, notamment, au niveau des services de réanimation des hôpitaux, indique clairement que celles-ci sont en train d'accuser une « tendance baissière », de quoi, ajoute-t-il, être « rassuré ». « Même s'il y a des régions où continue à être constatée une augmentation du nombre de cas, marqués parfois par des décès, on va vers une amélioration de la situation, mais la vigilance devrait continuer à être de mise, le moindre relâchement pouvant coûter très cher », a-t-il déclaré à la radio Chaîne 3.

Il insiste, à cet effet, sur le strict respect des mesures barrières de protection de nature, explique-t-il, à freiner la circulation du virus, en limitant la naissance de foyers de contamination.

Concernant l'annonce faite par les pouvoirs publics d'acquiescer des quantités de doses de vaccins anti-Covid-19, une fois mis sur le marché, l'intervenant insiste, qu'entre temps, il reste indispensable pour les Algériens, de continuer à respecter les mesures barrières. Il en veut pour preuve les hausses d'infestation constatées, récemment, dans certains pays, « en raison d'une baisse de vigilance ».

S'exprimant à propos des capacités nationales de dépistage du virus, dont l'institut à lui seul réalise, indique-t-il, plus de 1 000/jour sur les quelque 2 900 à l'échelle nationale, l'intervenant signale que les efforts tendent à en multiplier le nombre en faisant pour cela appel aux capacités de laboratoires privés. Concernant cet aspect particulier, il signale, d'autre part, l'assemblage en cours d'un laboratoire mobile pouvant être déplacé partout dans le pays, aux fins de procéder à des dépistages de malades du coronavirus ou bien d'autres pathologies.

R.N

MONTAGE DE SERRES À BISKRA

Une opportunité pour les jeunes d'engranger des revenus supplémentaires

Le montage des serres utilisées pour les cultures maraîchères à Biskra, capitale des Ziban, représente une réelle opportunité pour les jeunes en particulier les étudiants exerçant une activité leur permettant d'engranger des revenus supplémentaires durant la période estivale.



Mettant à profit leur temps libre et le besoin des propriétaires d'exploitations agricoles en main-d'œuvre pour accomplir un certain nombre d'activités agricoles, notamment dans le domaine des cultures maraîchères sous serres, les jeunes effectuent des travaux s'inscrivant dans le cadre de la préparation de la nouvelle saison agricole, principalement le montage de nouvelles serres ou encore le démontage et la réinstallation de serres dans d'autres endroits. Ces jeunes saisonniers déploient leur énergie dès les premières heures de la journée en investissant les zones agricoles et en entamant leurs activités dans une ambiance bon enfant. Saïd, un jeune étudiant à la faculté des sciences économiques de l'université Mohamed-Khider de Biskra et habitant la commune de Bouchagroune, a confié à l'APS que ce travail lui "permet d'aider sa famille nombreuse et subvenir aussi à ses besoins en perspective de la prochaine année universitaire", qualifiant toutefois cette activité de "difficile" en raison de la forte chaleur, mais que la présence de ses amis Abbas et Ramzi à ses côtés

rend moins laborieuse. Prenant fin vers neuf heures du matin, conséquemment à la hausse du mercure, cette activité est devenue coutumière durant l'été pour Hosni, étudiant en troisième année informatique à l'université de Biskra, grâce à laquelle il apporte de l'aide à son père activant toute l'année dans le secteur agricole. Tous les deux se rendent très tôt le matin, à leurs frais, de la commune de Tolga à Laghroun jusqu'à la région d'El Marhoum précisément, où ils procèdent avec un groupe de travailleurs à la réinstallation de cinq serres dans de nouveaux emplacements, dont le propriétaire souhaite assurer un meilleur rendement. Pour certains jeunes, les gains obtenus à la faveur du montage des serres représentent une réelle opportunité permettant de collecter une "petite fortune", affirme Omar, originaire de la région de Mezirâa (60 km à l'Est de Biskra), connue pour sa production de légumes sous serres, relevant que "le montant perçu est en fonction de la qualité du travail fourni pouvant atteindre 6 000 dinars à partager entre compères, et ce pour le transport d'une seule serre." Et de préciser : "ceux qui souhaitent

continuer à travailler dans ce domaine doivent supporter la difficulté des déplacements vers des régions éloignées et d'une exploitation agricole à une autre." Etudiant résidant au chef-lieu de wilaya, Samir qui se rend chaque été chez son grand-père maternel dans la région de Ghayadha, dans la commune de Doucen (60 km à l'Ouest de Biskra) connue pour la culture de légumes de saison, reconnaît, pour sa part, "amasser jusqu'à 100 000 dinars grâce au travail saisonnier." Il a également indiqué que "le montage et l'installation de serres le contraint à changer d'exploitations agricoles, appartenant le plus souvent à des proches de sa mère, afin d'apporter son aide aux agriculteurs dans l'installation des serres, parallèlement à d'autres travaux." En dépit des risques et des conditions climatiques difficiles, les jeunes continuent de travailler. Cette activité fait désormais partie du quotidien de ces jeunes qui ont choisi d'affronter les difficultés en adoptant des mesures de prévention et des précautions individuelles.

Selon Ramzi, issu de la commune de Tolga, "travailler sous un soleil de plomb, en plus des risques de blessures par les barres de fer et les piqûres d'insectes venimeux sont les dangers les plus courants auxquels les travailleurs sont confrontés, en particulier les nouveaux venus dans le domaine." Ce jeune homme a confié, à ce propos, avoir fait l'objet d'une morsure de scorpion dans la région de Bir Lebrach, aux alentours de Tolga, "avant d'être secouru par mes camarades qui m'ont transporté à l'hôpital sur une distance d'environ 18 km", ajoutant que "les déplacements en groupe dans des moyens de transports non adéquats sur de longues distances, dépassant parfois les 30 km à travers des chemins de terre, viennent souvent à bout des forces des jeunes." A noter que cette frange de jeunes s'engage dans les travaux agricoles durant les vacances d'été en s'activant dans le montage des serres qui attire un grand nombre de travailleurs, au moment où d'autres activités épisodiques, comme la récolte des dattes, permettent également d'engranger de l'argent tout au long de l'année.

APS

LAC OUM GHELLAZ

Vers l'autorisation de la pêche sportive

Plusieurs solutions sont en cours d'étude pour enrayer le phénomène de la mort massive des poissons au niveau du lac d'Oum Ghellaz, près de Oued Tlélat (Oran), dont l'autorisation de la pêche sportive pour combattre la surpopulation conduisant à la baisse du niveau de l'oxygène, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'environnement. Le lac d'Oum Ghellaz a connu, durant deux années consécutives (2019 et 2020), pendant la saison sèche, une mort massive de la carpe, principale espèce qui peuple cette zone humide. Une commission de veille, constituée par les services de wilaya pour étudier le phénomène et trouver des solutions pour préserver le lac et ses espèces, a conclu que les poissons meurent par asphyxie. Le manque d'oxygène étant le résultat d'un ensemble de facteurs, comme la réduction du niveau d'eau et la surpopulation du lac,

explique la directrice locale de l'environnement, Samira Dahou. Malgré un nombre important de rejets des eaux usées, la thèse de la pollution a été écartée. Les analyses ont révélé que le lac se porte bien grâce à ses capacités naturelles d'autoépuration. « C'est un lac qui se défend bien », explique-t-elle, grâce à sa flore qui épure les eaux. Le manque d'oxygène constitue, quant à lui, un véritable problème. Il serait la cause de la mort massive des poissons. Cette année, quelque 400 poissons ont péri en trois jours, au début du mois de juillet. « Il s'agit de gros poissons adultes, pesant entre 2 et 3 kg », constate Mme Dahou, qui estime que les poissons les plus jeunes peuvent aller chercher de l'oxygène dans les profondeurs, alors que les plus vieux, qui restent près de la surface, suffoquent et meurent. Pour réduire la population des pois-

sons au niveau de ce lac, la commission de veille, chapeauté par la direction de l'environnement, étudie plusieurs solutions. L'autorisation de la pêche sportive ou l'introduction d'un prédateur au niveau du lac étant les deux principales. « L'une et l'autre doivent être bien étudiées », souligne, toutefois, la même responsable. « Avant d'autoriser la pêche sportive, il serait nécessaire de s'interroger sur la comestibilité de la carpe, qui vit dans une eau polluée par les rejets d'assainissement. Il serait également important de définir les périodes et les modes de pêche. De même pour l'introduction d'un prédateur. Le choix de l'espèce doit être soumis à une étude approfondie, en associant des spécialistes et des chercheurs », a-t-elle expliqué.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Des recommandations d'experts pour relancer le secteur

Des experts de l'industrie pharmaceutique ayant participé à un atelier consacré à cette branche, lors de la conférence sur le plan de relance économique et sociale, tenue récemment à Alger, ont émis un ensemble de recommandations pour relancer ce secteur, a indiqué hier un communiqué du ministère du secteur.



Lors de cet atelier, qui a été présidé par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmad, des experts du secteur, des chercheurs universitaires et un représentant du secteur bancaire ont émis des recommandations urgentes axées sur la mise en place d'«un plan d'urgence» qui permettra aux entreprises du secteur pharmaceutique de surmonter les contraintes qui menacent leur pérennité. Ce plan recommande notamment la levée de toutes les restrictions qui entravent l'opération d'enregistrement des médicaments fabriqués localement afin de réduire la facture d'importation des produits pharmaceutiques. Il s'agit également de réactiver le comité économique fixant les prix des médicaments, indique le communiqué, affirmant que les participants ont également recommandé aux secteurs concernés de désigner des représentants permanents pour se réunir périodiquement en vue de régler tous les dossiers ayant trait au secteur. Les experts ont également recommandé aux pouvoirs publics de soutenir l'Agence nationale des produits pharmaceutiques. Pour eux, l'agence doit avoir des compétences humaines mais il faut aussi la doter de moyens matériels afin de lui permettre d'atteindre ses objectifs d'une manière rapide dans le respect des conditions de santé et de sécurité requises. Ils ont également recommandé de rendre opérationnel le comité des médecins experts pour traiter en urgence les dossiers des médicaments en suspens. Les participants à cet atelier ont, par ailleurs, sollicité le ministère de l'Énergie pour accélérer l'octroi des licences liées à l'acquisition de matières sensibles et de produits chimiques dangereux utilisés dans la production des médicaments, tout en respectant les conditions de sécurité. Les participants ont également préconisé la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique aux médicaments biologiques. «Il s'agit de créer toutes les conditions pour réaliser la sécurité sanitaire et garantir la réussite de la santé publique à faire face aux urgences sanitaires, notamment les épidé-

mies», ont-ils insisté. Les experts ont également souligné la nécessité de promouvoir l'Agence nationale des produits pharmaceutiques en la hissant au rang des agences internationales. «Cela donnera plus de fiabilité aux produits locaux, ce qui permettra de les placer sur les marchés régionaux et internationaux», ont-ils plaidé. Ils proposent d'ailleurs que l'Agence soit sous tutelle du ministère des Industries pharmaceutiques. Les acteurs du secteur ont également préconisé la mise en place d'un système pour fixer les prix des produits pharmaceutiques afin de garantir l'approvisionnement des citoyens en médicaments à des prix raisonnables, tout en tenant compte des coûts réels du produit afin de ne pas pénaliser les producteurs. Ils ont insisté sur la nécessité de renforcer le partenariat entre les centres de recherche et le secteur des industries pharmaceutiques, en incitant les opérateurs actant dans le secteur à conclure des accords de partenariat et d'organiser des rencontres périodiques avec les porteurs de projets. En outre, ils ont appelé à l'intensification des foires et des expositions sur l'industrie pharmaceutique. Lors de cet atelier, les participants ont mis

en avant les mesures prises pour encourager les opérations d'exportation afin de faire contribuer le secteur à la diversification de l'économie nationale, notamment à travers les opérations d'exportation vers l'Afrique et les pays arabes. L'atelier a insisté sur la nécessité d'encourager les investissements algériens à l'étranger afin d'acquérir des parts de marché à l'international et mettre en place une plateforme spécifique à l'exportation des produits pharmaceutiques dotée d'un réseau de transport aérien, terrestre et maritime adapté. Les participants, qui sont en majorité (95%) des acteurs du secteur, ont assuré qu'ils disposaient des moyens matériels et humains ainsi que des compétences managériales pour relever le défi de l'industrie pharmaceutique. Ce qui devrait contribuer grandement, selon eux, à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Ils ont enfin considéré que la création d'un ministère spécifique aux industries pharmaceutiques était un «indicateur fort des pouvoirs publics» eu égard à l'importance vital de ce secteur pour booster l'industrie algérienne hors hydrocarbures et assurer la souveraineté sanitaire du pays.

APS

Les opérateurs pharmaceutiques invités au siège du ministère de la Santé

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a invité hier, dans un communiqué, l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques, ayant obtenu des autorisations provisoires pour la réalisation de leurs programmes d'importation et d'exploitation d'établissement, à se présenter au siège du ministère à El Madania, à Alger, à l'effet de leur notifier la régularisation de leurs dossiers». Le ministère de la Santé - Direction générale de la pharmacie et des équipements, a indiqué que le présent communiqué tient lieu de convocation aux opérateurs pharmaceutiques.

Brèves

ANSEJ

Plus de 70% des entreprises en difficulté

Sur les 380 000 entreprises créées dans le cadre du dispositif Ansej, plus de 70% sont en crise, a révélé le ministre délégué chargé de la Micro-entreprise, M. Diafat Nassim, sur les ondes de la radio Chaîne III, indiquant qu'un rapport «très détaillé» a été établi sur ce dispositif depuis sa création. Conformément aux orientations du chef de l'Etat qui a insisté sur l'intégration des entreprises Ansej dans le plan de relance économique, le département de M. Diafat compte apporter son aide à ces entreprises en difficultés par une série de mesures. «Parmi ces entreprises en difficulté, nous avons celles qui ne disposent pas de capitaux pour relancer leurs activités. Pour cette catégorie, nous allons instaurer, dès à présent, le rééchelonnement des dettes sur 5 ans avec un déferé d'une année et la suppression des pénalités de retard», a-t-il fait savoir. Pour ce qui est des personnes, porteuses de projets Ansej, «décédées» ou «victimes de catastrophes naturelles», l'Etat compte procéder à un effacement partiel de leurs dettes «au cas par cas», a encore précisé le ministre délégué, chargé de la Micro-entreprise.

Même si les poursuites pénales sont exclues contre ceux ayant «détourné» des projets, il ne sera pas, toutefois, question d'effacer l'ardoise. «En application des orientations du Chef de l'Etat, il n'y aura pas de traitement pénal pour ceux qui ont détourné les fonds. Nous leur consentons, cependant, un échéancier de 10 ou 15 ans pour s'acquitter de leurs dettes» a déclaré M. Diafat.

R.N

BAD Organisation des assemblées annuelles du 25 au 27 août 2020

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) tiendra ses Assemblées annuelles de l'année 2020, en mode virtuel, du 25 au 27 août 2020, a indiqué hier un communiqué de l'institution. Les assemblées comprendront les réunions statutaires du Conseil des gouverneurs ainsi que l'élection d'un président, a précisé le communiqué publié sur le site électronique de la BAD.

Selon le groupe, les pertes du continent africain en raison des répercussions du coronavirus sont estimées à 173 milliards de dollars de son produit intérieur brut (PIB) en 2020 et à 236 milliards de dollars pour 2021. Au cours de l'année en cours, la banque tiendra la 55e réunion du Conseil des gouverneurs de la BAD et la 46e réunion annuelle du Fonds africain de développement (FAD). Ces réunions, qui devaient se tenir dans la capitale ivoirienne, Abidjan, au cours du mois de mai 2020, rassembleront des centaines de délégués, dont les ministres des Finances et de la Planification. Les gouverneurs de la BAD représentent 54 pays africains et 27 pays non régionaux.

R.E

Brèves

TUNISIE

Un vaccin à base d'ADN serait fin prêt en début de l'année 2021

Le directeur général de l'Institut Pasteur de Tunis (IPT), Hechmi Louzir a déclaré samedi qu'un vaccin contre le nouveau coronavirus "devrait être fin prêt en Tunisie au début de 2021", a-t-il révélé dans une intervention radiophonique. "Ce vaccin à base d'ADN renforcerait le système immunitaire", a déclaré Hechmi Louzir à la radio locale Shems FM, qui diffuse du grand-Tunis. D'après lui, l'efficacité de ce vaccin "dépendra également du respect des mesures préventives contre le virus [...] une fois le vaccin approuvé efficace, des articles scientifiques seront publiés dans des revues scientifiques pendant les mois de novembre et décembre". M. Louzir a estimé que le vaccin sera, par la suite, mis au point pour être officiellement finalisé et prêt pour injection au début de l'année prochaine. Le 18 août écoulé, le responsable tunisien avait annoncé qu'une équipe de l'IPT avait commencé à travailler sur un vaccin à base d'ADN contre le COVID-19, tout en précisant que ce vaccin est encore au stade préclinique. L'Institut Pasteur de Tunis constitue un centre de santé publique et de recherche scientifique, le principal établissement scientifique spécialisé dans les recherches épidémiologiques en Tunisie.

MAROC

1.565 nouveaux cas d'infection pour un total de 50.812

Le Maroc a enregistré samedi 1.565 nouveaux cas d'infection au COVID-19, portant le bilan à 50.812 cas confirmés dans le pays, a annoncé le ministère marocain de la Santé. Le nombre de décès dus au coronavirus s'est établi à 858, tandis que celui des guérisons s'est élevé à 35.040, a précisé un responsable du ministère dans sa déclaration quotidienne de presse. Par ailleurs, le nombre total des cas exclus après des résultats négatifs d'analyses effectuées au laboratoire s'est élevé à 1.686.164, indique-t-on de même source.

PALESTINE

Quatre nouveaux décès dus au COVID-19

La Palestine a enregistré samedi quatre nouveaux décès dus au COVID-19, portant le nombre total de morts à 140 dans les territoires palestiniens, a indiqué le ministère palestinien de la Santé dans un communiqué de presse. De plus, 311 nouveaux cas de COVID-19 ont été recensés, portant le nombre total d'infections à 24.709, dont 15.338 guérisons, a précisé le ministère palestinien. Il existe 9.231 cas actifs en Cisjordanie, à El-Qods-Est et dans la bande de Gaza, a ajouté le ministère. Ali Abed Rabbo, chef du Département de médecine préventive du ministère de la Santé, a averti que les infections augmenteraient considérablement si les citoyens ne respectaient pas les instructions du ministère. Certains citoyens n'ont pas bien respecté les mesures de protection et de précaution, notamment lorsqu'ils assistent aux cérémonies de mariage et de funérailles, a-t-il ajouté.

GROUPES SANGUINS

Pas d'influence sur la sévérité du coronavirus

Inflammation, hospitalisation, intubation : aucun de ces facteurs de gravité du Covid-19 n'est lié à notre groupe sanguin, concluent des chercheurs de l'université Harvard (Etats-Unis). Ils constatent toutefois que les groupes B+ et AB+ ont plus de chances d'être testés positifs, tandis que les groupes O sont les moins touchés.

A l'origine, une pré-publication chinoise

Les groupes A sont plus à risque face au Covid-19, et les O sont protégés, entend-on souvent. La vérité est cependant bien plus nuancée. Une précédente étude chinoise avait effectivement montré une association entre le groupe sanguin A et O et un risque respectivement plus élevé et plus faible de contracter le virus et d'en mourir. Cependant, ces travaux ne sont pas encore publiés et n'ont donc pas été relus et validés par des pairs. De plus, ils montrent une corrélation et non une causalité, c'est-à-dire qu'ils constatent qu'il y a effectivement moins de O et plus de A chez les malades que dans la population générale, sans pouvoir prouver le lien entre le groupe sanguin et la maladie.

A Harvard, la professeure Anahita Dua et son équipe ont décidé de vérifier qu'ils peuvent retrouver cette corrélation entre le Covid-19 et les groupes sanguins aux Etats-Unis. Avec son équipe, elle a examiné trois critères de gravité de la maladie : les marqueurs biologiques de la maladie, c'est-à-dire les molécules retrouvées dans le sang caractéristiques d'une inflammation en cours, les hospitalisations, les intubations, et bien sûr les décès. "L'inflammation est une découverte particulièrement importante car la pensée scientifique dominante veut que le Covid-19 provoque des ravages dans l'organisme par l'inflammation systémique, ce qui peut entraîner la morbidité (séquelles ou maladies, ndlr) et la mort", explique Anahita Dua dans un communiqué. Sur les plus de 7.600



patients symptomatiques examinés à Boston entre le 6 mars et le 16 avril 2020, seuls 1.300 environ ont été positifs au Covid-19, dont moins de 500 ont été hospitalisés. Pas de différence dans la sévérité de la maladie. Les chercheurs sont formels, aucun des facteurs de gravité n'a montré de corrélation avec le groupe sanguin. "Il n'y a aucune raison de croire que le fait d'être d'un certain groupe sanguin ABO entraînera une augmentation de la gravité de la maladie", conclut Anahita Dua. Il n'en est pas de même pour la probabilité d'être testé positif au Covid-19. Tout comme les chercheurs chinois, les Américains constatent des écarts de probabilités selon les groupes sanguins. D'après leurs analyses statistiques, le groupe O a en effet un risque moindre d'être positif au test du Covid-19.

Une vulnérabilité au virus qui semble différente en fonction du groupe sanguin

En revanche, contrairement à l'équipe chinoise, ils concluent que les groupes B et AB ont un risque augmenté d'être positifs au test par rapport au A, qu'ils prennent comme référence. Et plus particulièrement les B+ et AB+, c'est-à-dire ceux qui possèdent une molécule appelée antigène D sur leurs globules rouges, aussi appelés les "Rhésus positifs". "L'association entre le Rhésus positif et la positivité à la maladie semble être une découverte et justifie des investigations plus approfondies", commentent les auteurs. Eux-mêmes avaient trop peu de patients au regard de la relative rareté des groupes sanguins rhésus négatifs, pour aller plus loin dans cette étude.

Mais finalement, comment expliquer cette différence de probabilité ? Les O sont-ils plus protégés, les B+ et AB+ sont-ils plus vulnérables ? Impossible à dire pour le moment. Ces travaux, tous comme ceux de l'équipe chinoise, ne permettent d'ailleurs pas de prouver une causalité, seulement une corrélation. "Ces résultats doivent être approfondis pour déterminer s'il y a quelque chose d'inherent à ces groupes sanguins qui pourrait potentiellement conférer une protection ou induire un risque chez les individus", précise Anahita Dua. Avec son équipe, elle conclut que les groupes sanguins ne doivent pour l'instant pas être considérés comme un instrument de prédiction de l'évolution de la maladie chez les personnes qui la contractent.

S : Science et avenir

ETUDE

L'air sec favorise la propagation du virus

Avec le temps sec et chaud des mois d'été, porter un masque chirurgical ou en tissu devient plus inconfortable. Pourtant, l'air moins humide, et donc plus sec, favorise la propagation du coronavirus. C'est le message qu'a voulu faire passer un épidémiologiste australien de l'école vétérinaire de Sidney dans une communication publiée dans Transboundary and Emerging Diseases. L'épidémiologiste australien a mis en relation le taux d'humidité dans l'air avec la dynamique de l'épidémie de Covid-19 dans plusieurs régions d'Australie. Lorsque l'épidémie est dans sa phase exponentielle, le nombre de nouveaux cas a augmenté lors

des jours les plus secs. Par exemple, au sud-est de Sydney, 237 nouveaux cas ont été enregistrés alors que l'humidité relative de l'air était de 77,42 %, contre seulement 28 nouveaux cas lorsque l'humidité de l'air était de 86,73 %. Cela se vérifie aussi lorsque l'épidémie de Covid-19 était en phase descendante. Lors d'une journée où le taux d'humidité de l'air était de 64,13 %, 120 nouveaux cas ont été dénombrés contre 57 pour un jour plus humide (74,49 %) dans la même région. Selon les calculs, la diminution de 1 % du taux d'humidité est associée avec une augmentation d'environ 7 % du nombre de nouveaux cas, qu'importe la

phase de l'épidémie.

Des aérosols qui persistent plus longtemps dans l'air

Cela s'explique par la taille des aérosols qui contiennent les particules virales infectieuses lorsqu'une personne tousse ou éternue. Quand le temps est sec, ces microgouttelettes sont plus petites et peuvent voyager plus loin. « Quand vous éternuez ou tousez ces aérosols infectieux plus petits peuvent rester en suspension dans l'air plus longtemps. Cela augmente l'exposition (au virus, ndlr) des autres personnes. Quand l'air est humide et les aérosols sont plus volumineux et lourds, ils retombent sur les sur-

faces plus rapidement », explique le professeur Michael Ward, auteur de cette étude.

Lorsque l'air est sec, porter un masque pour réduire le temps d'exposition au coronavirus projeté par autrui prend tout son sens. En France, le port du masque est obligatoire dans tous les lieux publics clos depuis le 20 juillet pour les adultes et à partir de 11 ans, bien que des villes comme Toulouse aient décidé de le rendre obligatoire aussi à l'extérieur. Pour qu'il soit efficace, il faut qu'il recouvre le nez et qu'il soit bien ajusté sous le menton. Une fois en place, il ne faut plus le toucher.

S : Futura science



BATNA

Production prévisionnelle de plus de 1,2 million de quintaux de pommes

La production prévisionnelle de pomme au titre de l'actuelle saison agricole dépassera le 1,2 million de quintaux à Batna, a indiqué samedi Saâda Roukali, chargée du dossier de gestion des arbres fruitiers auprès de la Direction locale des services agricole (DSA). "Les données de terrain indiquent que la wilaya de Batna qui a avait occupé en 2019 la deuxième place à l'échelle nationale en matière de production de pomme

avec 1,2 million de quintaux, réalisera cette année une production confortable en ce fruit et ce, en dépit des conditions climatiques désagréables, notamment la chute de grêle dans certaines régions" de la wilaya, a précisé à l'APS, Mme Roukali.

La cueillette de pomme, lancée depuis la mi juillet dans diverses régions de la wilaya, a ciblé jusqu'au jour d'aujourd'hui (samedi), 10% de la récolte prévue, a-t-

elle précisé. La surface cultivée en pomier s'étale sur 4.819 hectares, dont 122 ha fraîchement cultivée (durant la saison agricole 2019-2020), représentant 19,7% de la totalité des terres réservées aux arbres fruitiers dans la wilaya estimées à 24.388 ha, a-t-on précisé. La surface productive de pomme est évaluée à 4.079 ha répartie à travers la majorité des communes, dont 44% protégés avec grillage (filets) anti-grêle, a indiqué Mme. Rou-

kali, rappelant la réputation des régions montagneuses de la wilaya en matière de production de pommes, notamment à Ichemoul qui vient en pôle position localement avec 460 ha réservés à cette activité.

Selon les précisions fournies par la DSA de Batna, 70 chambres froides sur un total de 195 de la wilaya sont réservées en cette période de l'année au stockage des pommes.

Brèves

MASCARA

Lancement des travaux de réalisation de 1.100 logements de type location/vente

Les travaux de réalisation de 1.100 logements de type location/vente ont été lancés dernièrement dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris samedi du directeur des projets de l'AADL de la wilaya, Abdelkader Djazouli.

Ce quota concerne le programme de 2019. Il englobe les lots destinés aux communes de Mascara (700 logements) et de Sig (400 unités). L'entreprise chargée du projet s'attelle actuellement aux travaux de terrassement du projet.

Selon le même responsable, il est prévu le lancement, avant la fin de l'année en cours, des travaux de réalisation d'un lot de 865 logements de la même formule initialement prévus à Ghriiss puis transférés aux communes de Mascara et Tighennif, en raison du manque de terrain techniquement approprié. Il a été décidé la réalisation de 578 unités à Mascara et 287 autres à Tighennif.

Il est également prévu la distribution prochaine de 823 logements de location/vente à Mascara, répartis à travers les quartiers d'El Mahatta (150 logements) et Sidi Abdeldjabbar (673 unités). Ces logements dont les travaux ont été complètement achevés ainsi que les aménagements extérieurs des cités.

Par ailleurs, quelque 3.300 logements AADL sont en cours de réalisation dans la wilaya de Mascara, avec des taux d'avancement variant entre 85 et 95 %, a précisé le même responsable.

Jeudi, à l'occasion de la célébration de la fête nationale du moudjahid, 276 logements AADL ont été attribués dans le quartier d'El Mahatta, au chef-lieu de wilaya.

TISSEMSILT

Sidi Boutouchent alimenté en eau potable à partir du barrage de Derder

Le projet d'alimentation de la commune de Sidi Boutouchent (Tissemsilt) en eau potable à partir du barrage de Derder (Aïn Delfla) a été réceptionné dernièrement, a-t-on appris auprès de la Direction locale des ressources en eau (DRE). Ce projet, inscrit au titre du programme sectoriel, a porté sur la réalisation d'une adduction d'eau d'une distance de 12 km, une station de pompage et deux réservoirs de 12.000 m³ reliés au réseau du barrage de Derder, a-t-on souligné. L'opération permet à la commune de Sidi Boutouchent de bénéficier d'un quota quotidien de 1.200 m³ d'eau potable, sachant que cette collectivité locale accuse un déficit en cette source vitale, puisque la commune n'est alimentée que par une seule ancienne source, a-t-on expliqué à la DRE. Par ailleurs, le réseau de distribution d'eau potable a été mis en service dernièrement à Sidi Boutouchent à partir de la source, prise en charge par les services communaux dans le cadre du plan communal de développement, a-t-on expliqué. Deux projets d'alimentation en eau potable des centres ruraux de Sidi Ghalem et Boukhirene, relevant de la même commune, seront réalisés à partir de deux forages dans le cadre du programme de prise en charge des besoins en développement des zones d'ombre.

EL TARF

Rush "impressionnant" des baigneurs dans les plages

Nombre d'estivants de la wilaya d'El Tarf, qui a connu un rush "impressionnant" des baigneurs ce week-end à travers ses neuf (9) plages ouvertes à la baignade sur les 15 que compte la région ont appelé samedi à l'ouverture d'autres plages pour "un meilleur accueil des estivants et une lutte efficace contre le coronavirus."



Des estivants approchés par l'APS ont suggéré l'ouverture des trois plages El Aouinet, Cap Rosa et Sables d'or (verges) qui disposent, ont-ils confié, de l'espace approprié pour contenir le flot d'estivants pour cette saison estivale 2020, retardée par la crise sanitaire liée au Covid-19.

Ils relèvent que ces plages s'étalent sur un kilomètre de long et près d'une centaine de mètres de large. Attirant plusieurs estivants provenant, principalement à bord de leurs véhicules, de plusieurs wilayas du pays, comme l'atteste leurs plaques numérotiques, les neuf plages n'arrivent plus à contenir leurs visiteurs qui ont dû rebrousser chemin devant le manque de places.

Les magnifiques plages surveillées de cette wilaya dans l'extrême Nord-est du pays, à l'image de La Messida, la vieille Calle, Mordjane, Sabée ou El Chatt enregistrent, chaque jour un peu plus de baigneurs, des habitués des lieux, pour la plupart d'entre eux, désirant rattraper ce qui reste de l'été 2020.

Pour Smail, venu de Tiaret, après un confinement sanitaire de plusieurs mois, durant lequel tout le monde a dû faire preuve de patience et de bon sens, sa famille entend "retrouver ses habitudes estivales et à déstresser coûte que coûte avant de reprendre le travail et permettre également aux enfants de se préparer à l'examen du baccalauréat intervenant dans moins de trois semaines." Pour ce cinquagénnaire, ses deux enfants présenteront prochainement les épreuves du baccalauréat dans un contexte particulier, ce qui justifie son empressement à vouloir profiter au maximum du plaisir de la mer et des derniers jours de son congé. Une fois arrivé sur la plage Messida, il a été obligé de faire demi-

tour en raison du manque de places de stationnement et du nombre incroyable de baigneurs. Aussi, espère-t-il l'ouverture "rapidement" d'autres plages pour "assurer une place pour tous les estivants."

Pour Toufik et son épouse, venus de Berrahal, dans la wilaya d'Annaba, renouer avec la mer et son sable fin est "un plaisir que d'aucuns croyaient impossible avec la pandémie."

Le manque de places au niveau des plages où les nombreux véhicules occupent les lieux ne laissant plus de chance aux "retardataires", demeure "le seul inconvénient." Par chance, confie-t-il, il a pu se dénicher une place au niveau de la plage Mordjane, où la foule obligeait tout un chacun à garder son masque de protection.

Ce couple n'a pas manqué de dénoncer "l'irresponsabilité" de certains estivants qui ne portaient pas leurs bavettes, les laissant posées à

côté de leurs affaires. Saluant les efforts déployés à l'entrée des plages pour garantir distanciation physique et port de masques de protection, plusieurs autres estivants ont toutefois mis en garde contre la forte affluente des estivants, ce qui représente, à leurs yeux, "un risque certain de contamination."

Des habitants de la région d'El Kala ont, pour leur part, exprimé leur joie de voir leur wilaya côtière, renouer avec l'ambiance estivale d'antan après le récent réaménagement des heures de confinement sanitaire au niveau de la commune d'El Kala (de 22 heures à 06 heures au lendemain). Selon les services de la protection civile de la wilaya d'El Tarf, près de 35.000 estivants ont été enregistrés le week-end dernier, à travers les neuf (09) plages ouvertes à la baignade dont cinq dans la daïra d'El Kala et quatre autres dans la daïra de Ben M'Hidi.

beaucoup de ces incendies ont été provoqué par la présence de produits inflammables, à l'intérieur des niches ou des colonnes montantes des immeubles, ou les ont favorisés. Dans un souci de prévention, des opérations de contrôle sont menées, lors de chaque période de prélèvement, pour débarrasser les niches et les colonnes montantes des objets stockés par les locataires, en invitant les propriétaires à les ranger chez-eux ou les jeter à la décharge, afin d'éviter tout risque d'incendie, a-t-on signalé.

tant de ces accidents, note la même source, qui précise que les services techniques de la direction de distribution d'électricité et du gaz enregistrent, en moyenne, entre cinq et six accidents de ce type, chaque année induisant un préjudice financier pour l'entreprise et mettant en danger la vie des locataires. Ces mêmes services avaient recensés, a-t-on révélé, 11 cas d'incendies, durant la période 2016/2017, et 8 autres sinistres, au cours de l'année 2015, précisant que les constats établis après chaque sinistre ont démontré que

MÉDÉA

19 incendies de compteurs électriques groupés en moins de trois ans

Plus de 19 incendies de compteurs électriques groupés, installés à l'intérieur des cages d'immeubles, ont été enregistrés, à Médéa, entre 2018 et début août courant, engendrés, dans la majorité des cas, par des pratiques "irresponsables" de certains locataires, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de distribution d'électricité et du gaz.

Hormis quelques cas très limités d'incident technique, dû à des courts-circuits, le facteur humain est à l'origine d'un nombre impor-

tant de ces accidents, note la même source, qui précise que les services techniques de la direction de distribution d'électricité et du gaz enregistrent, en moyenne, entre cinq et six accidents de ce type, chaque année induisant un préjudice financier pour l'entreprise et mettant en danger la vie des locataires. Ces mêmes services avaient recensés, a-t-on révélé, 11 cas d'incendies, durant la période 2016/2017, et 8 autres sinistres, au cours de l'année 2015, précisant que les constats établis après chaque sinistre ont démontré que

beaucoup de ces incendies ont été provoqué par la présence de produits inflammables, à l'intérieur des niches ou des colonnes montantes des immeubles, ou les ont favorisés. Dans un souci de prévention, des opérations de contrôle sont menées, lors de chaque période de prélèvement, pour débarrasser les niches et les colonnes montantes des objets stockés par les locataires, en invitant les propriétaires à les ranger chez-eux ou les jeter à la décharge, afin d'éviter tout risque d'incendie, a-t-on signalé.

TIZI-OUZOU

Réception de 4.000 places d'hébergement en résidences universitaires

Un total de 4.000 places d'hébergement en résidence universitaires sera réceptionné à Tizi-Ouzou dès cette rentrée, a indiqué samedi le wali Mahmoud Djamaa en visite d'inspection au niveau des campus universitaires de Tamda et Oued-Aïssi.

Il s'agit de 1 500 places à Rehahlia au campus de Oued-Aïssi, à la périphérie du chef-lieu de wilaya, et de 2 500 autres réparties sur 02 résidences, de 1 000 et 1500 places, au campus de Tamda, dans la commune de Ouagmenoun, à l'Est de Tizi-Ouzou.

"Les travaux sont en bonne voie pour la réception de ces places, il y aura peut-être un petit retard à Rehahlia, vu que c'est un chantier qui a été abandonné puis repris par une autre entreprise qui est en train de renforcer ses moyens, humain et matériel, pour le réceptionner d'ici le mois d'octobre", a-t-il souligné.

S'agissant du projet de 10 000 places pédagogiques au campus de Tamda, repris il y a huit mois par une entreprise nationale après la résiliation du contrat avec l'entreprise espagnole ayant entamé sa réalisation, sa réception est prévue pour la fin de l'année universitaire soit, vers juin ou juillet 2021, a fait savoir M. Djamaa. Des mesures exceptionnelles ont été prises, pour rappel, en juin dernier pour assurer le maintien



du personnel des entreprises du bâtiment en vue de relancer ces chantiers en arrêt pour cause de la crise sanitaire de coronavirus. De son côté, le recteur de l'Université Mouloud Mammeri, le Professeur Smail Daoudi, a indiqué, à l'occasion, que par mesure de prévention contre la crise sanitaire qui persiste "la rentrée universitaire se fera de manière

graduelle". Il sera, également, procédé au recours aux supports audiovisuels (CD) pour "garantir le suivi des cours par les étudiants habitants les localités lointaines de la wilaya et leur permettre d'être à jour", a-t-il précisé. S'agissant, par ailleurs, de la préparation des examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Bac, le chef de l'exécutif local a

assuré que "toutes les dispositions sont prises pour garantir un bon déroulement de ces examens". "Le comité de veille de suivi de la pandémie au niveau de la wilaya a fait appel aux spécialistes de la santé pour nous indiquer la meilleure conduite à tenir pour permettre aux élèves d'examiner en toute quiétude et éviter la propagation du virus" a-t-il soutenu.

OUED TLÉLAT(ORAN)

Relance en septembre prochain du projet des 2.000 logements LPL

Le projet de réalisation de 2.000 logements publics locatifs (LPL) sera relancé au nouveau pôle urbain d'Oued Tlélat à la fin du mois de septembre prochain, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya d'Oran.

L'appel d'offres pour ce projet vient d'être lancé et sera suivi, dans les prochaines semaines, du choix de l'entreprise en charge du chantier et du démarrage des travaux "au plus tard à la fin

de septembre prochain", a-t-on précisé, ajoutant que ce quota de logements sera subdivisé en plusieurs lots afin d'accélérer le rythme des travaux et de les livrer aux dates fixées. Il est à noter que ce chantier a été suspendu après la résiliation du contrat de l'entreprise chargée de la mise en œuvre précédemment. Les travaux d'aménagement extérieur se poursuivent au niveau du nouveau pôle urbain d'Oued Tlélat, notamment le rac-

cordement aux différents réseaux. Les travaux, suspendus en raison de la crise sanitaire du Coronavirus, concernent 8.000 logements publics locatifs dont l'opération d'attribution est prévue l'année en cours. Les logements sont achevés à 100%, a-t-on indiqué. Le nouveau pôle urbain d'Oued Tlélat comprend un total de 17.000 logements sociaux, dont 6.300 ont été distribués, alors que le reste est en cours de réalisation.

MOSTAGANEM

Alimentation de 1300 foyers en gaz naturel à Khadra

Le réseau de gaz naturel devant alimenter 1.300 foyers de la commune de Khadra relevant de la wilaya de Mostaganem a été mis en service samedi par le wali, Abdessamia Saïdoune.

Le projet, dont le coût de réalisation pour la tranche transport de l'énergie et des canaux de distribution a atteint plus de 210 millions DA, s'inscrit dans le cadre de l'opération financée par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales et sur budget de wilaya et de l'entre-

prise de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) permettant le raccordement de plus de 5.200 foyers au réseau de gaz naturel des communes de Achaacha, Khadra, Nekmaria et Tazgait. Le wali a appelé, au cours de la cérémonie de mise en service de cette énergie, les responsables locaux et ceux Sonelgaz à organiser des campagnes de sensibilisation au profit des familles vivant dans des zones implantées à l'Est de la wilaya pour leur expliquer les bienfaits de cette énergie et les facilités finan-

cières accordées leur permettant d'en bénéficier. Pour rappel, au cours du mois de juillet écoulé, près de 3.200 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel au niveau de la commune d'Achâacha et de quatre autres villages de la commune de Hassi Mameche (zones d'ombre), pour une enveloppe de 244 millions DA. L'année dernière, ils étaient 2.500 foyers à avoir bénéficié de cette source énergétique. Dans le cadre d'un programme d'extension de la couverture en

gaz naturel à Mostaganem, 11 réseaux de distribution publique avaient été réalisés et 98 quartiers d'habitat social raccordés au gaz naturel, permettant l'extension de 218 km de canaux et le raccordement de 11.853 foyers. Ce programme de développement comprend des opérations de réalisation de 14 réseaux de distribution publique du gaz naturel et de raccordement de 104 cités d'habitat social pour une enveloppe financière totale de 1,45 milliard DA, a-t-on indiqué.

Brèves

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MILA

Bourses d'études supérieures en Hongrie

Des étudiants du Centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila ont bénéficié de bourses pour poursuivre leurs études supérieures en Hongrie au titre de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre d'un programme de coopération internationale entre l'Algérie et la Hongrie, a indiqué samedi le directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, Amirouche Bouchlaghem. "Cette coopération avec la Hongrie est la première du genre pour le Centre universitaire de Mila qui permettra à quatre étudiants, majors de promotions, dans une première phase, de poursuivre leurs études de master et doctorat dans plusieurs spécialités", a précisé le même responsable à l'APS. Il a révélé que "si la crise sanitaire liée à la propagation du Coronavirus persiste, les étudiants bénéficiaires de bourses d'études ne pouvant dans ce cas se déplacer en Hongrie entameront leur année universitaire via les cours en ligne." Par ailleurs, M. Bouchlaghem s'est félicité de la progression du centre universitaire de Mila dans son classement par "webometrics" qui évalue la présence des universités sur internet et la facilité de l'échange des connaissances scientifiques. Cette évaluation a concerné plus de 30.000 institutions d'enseignement supérieur à travers 200 pays.

MILA (RÉCOLTES AFFECTÉES PAR LA GRÊLE ET LES INCENDIES)

Plus de 18 millions DA d'indemnisation aux agriculteurs

Un montant dépassant 18,3 millions de dinars d'indemnisation a été réservé par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Mila pour les agriculteurs dont l'activité a été affectée par la grêle et les incendies, a-t-on appris samedi du directeur local de cet organisme, Samir Benmerzoug. Soixante-six (66) dossiers relatifs aux dégâts causés par la grêle ont été traités par les services de la CRMA et validés sur la base d'expertise de terrain, a indiqué à l'APS le responsable de la CRMA, précisant que la surface affectée dépasse les 800 hectares, situés dans la commune de Zeghaïa notamment. Aussi, plus de 15 millions de dinars du montant global ont été consacrés pour couvrir les indemnisations de ce genre de sinistre, a fait savoir le même responsable. M. Benmerzoug a également fait état du traitement de 25 dossiers pour indemnisations suite à des incendies ayant affectés les récoltes de céréales et légumineuses sur une surface totale de 170 hectares. Le coût des indemnisations versées aux agriculteurs concernés a dépassé les 3,3 millions de dinars, selon le directeur local de la CRMA. L'opération d'indemnisation des agriculteurs "tire à sa fin", selon le même responsable qui a indiqué que ces derniers représentent un taux "faible" par rapport au nombre d'agriculteurs versés dans la production céréalière et légumineuse assurés auprès de la CRMA de Mila. Dans le cadre de la diversification des services pour une meilleure prise en charge des préoccupations des agriculteurs, la CRMA de Mila s'attale à lancer un nouveau produit "le crédit agriculteur" pour accompagner les agriculteurs et soutenir leur activités, a indiqué Samir Benmerzoug.

Brèves

BOUMERDES

Transformation de trois auberges de jeunes en centres de suivi Covid-19

Trois auberges de jeunes relevant de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Boumerdes ont été transformées en centres de suivi et de prise en charge des personnes atteintes ou suspectées d'être atteintes par la Covid-19, afin de réduire la pression sur les établissements publics hospitaliers de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Djamel Zebdi. "Nous avons recouru à cette mesure, prise en coordination avec les services de la santé de la wilaya, en vue de réduire la pression sur les établissements hospitaliers de Dellys, Bordj Menail et Thénia, ainsi que sur les centres de proximité. Cette décision répond au souci d'assurer aux patients les meilleures conditions de prise en charge, au plan de la consultation, du suivi et du contrôle des personnes contaminées", a indiqué à l'APS, M. Zebdi. Il s'agit, a-t-il ajouté, de la mise à disposition du secteur de la santé, des auberges de jeunes "Zemmour Said" de Corso, "Ben Adjal" de Boudouaou (nord de la wilaya), et "Mohamed Adjal" des Issers (à l'est), dotée chacune d'une capacité d'accueil de 50 lits. A cela s'ajoute le centre relevant de la Direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya, sis à Dellys, également transformé en centre d'examen et de suivi des personnes atteintes par la Covid-19. Ce même responsable a, également, fait état de la transformation, dans les prochains jours et pour les mêmes fins, des auberges de jeunes de Dellys (Est de la wilaya) et de Khmiss El Khech (à l'Ouest). Ces structures de jeunesse ont été dotées de tous les moyens matériels et ressources humaines (médicales et paramédicales) nécessaires pour assurer une prise en charge idoine des malades confirmés, tout en étant disposées à l'accueil de nouveaux cas d'atteintes confirmées ou suspectées, a-t-on signalé de même source.

AIN TEMOUCHENT

Une production de 80.000 quintaux de pois chiches prévue

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Ain Temouchent prévoit une production de 80.000 quintaux de pois chiches dont la campagne de récolte a été lancée en juillet, a-t-on appris des responsables du secteur. La superficie totale plantée en pois chiches pour la saison agricole en cours est de 6.900 hectares, ce qui devra fournir environ 80.000 qx de ce légume sec, a indiqué le directeur des services agricoles. Ghali Boulennour a souligné qu'Ain Temouchent est considérée comme wilaya pilote au niveau national dans la production de pois chiches sur les plans quantitative et qualitative, faisant savoir qu'elle a enregistré, les dernières années, un engouement d'agriculteurs pour cette filière de légumineuses, qui se sont concentrés sur la production de graines de pois chiche, une expérience qui a été couronnée de réussite donnant des résultats encourageants. La superficie touchée par la récolte depuis au mois de juillet courant a atteint 1350 ha donnant 13.500 qx de pois chiches dont 265 qx collectés au niveau des coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) dans les communes de Hammam Bou Hadjar et d'Ain Temouchent. L'opération de récolte se poursuit dans de "bonnes" conditions, selon M. Boulennour. Les communes de Hammam Bouhadjar, d'Oued Es-sabah, et d'Ain Larbaa dans la wilaya d'Ain Temouchent, sont les plus actives dans la filière de production de pois chiches qui enregistre de plus en plus de demandes d'une saison à l'autre, au vu des résultats positifs obtenus et du rendement se répercutant sur la stabilité des prix de référence dans les marchés.

TIPAZA (RESSOURCES EN EAU)

Approvisionnement quotidien d'ici la fin de l'année

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a affirmé, jeudi à Tipaza, que l'approvisionnement de toutes les communes de la wilaya en eau potable sera assuré quotidiennement d'ici la fin de l'année, précisant que les programmes en cours permettront, une fois achevés, de garantir les ressources en eau à travers toute la wilaya.

Dans une déclaration à l'APS au terme de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Berraki a soutenu que "pour les communes actuellement approvisionnées tous les deux jours, voire plus, d'ici la fin de l'année en cours, l'approvisionnement sera quotidien à raison de plus de huit heures/jour". "Les projets programmés dans la wilaya, particulièrement la station de dessalement et le raccordement des barrages permettront, une fois achevés d'ici 3 ans, de garantir l'approvisionnement des 28 communes de la wilaya 24/24H. Concernant sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya en compagnie de cadres du ministère et des autorités locales, M. Baraki a indiqué dans une déclaration à la presse, qu'elle a été l'occasion de s'enquérir de plusieurs projets relevant des Ressources en eau " "notamment pour le traitement du problème des perturbations de l'approvisionnement en eau".

Pour améliorer la situation de la population, le ministre a fait état de "la décision de financer 11 puits profonds et traditionnels, dont la réalisation sera lancée dans les prochains jours" parallèlement à "la délivrance d'autorisations de forage de plus d'une centaine de puits au profit des agriculteurs". L'entreprise Cosider a été chargée de lancer le projet de transfert des eaux de Kef Eddir après la résiliation du contrat avec l'entreprise de travaux publics Haddad, un projet qui "mettra fin définitivement au problème de l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Tipaza", a fait savoir le ministre. S'agissant du secteur agricole, le ministre a annoncé le raccordement prochain du barrage de Bourroumi au barrage de Boukerdane (Sidi Amar) qui a vu son niveau d'eau diminuer. Soulignant que ce raccordement permettra de rééquilibrer la distribution pour les agriculteurs, voire même l'eau potable pour les citoyens, le ministre a fait état de la décision de fournir aux 50.000 m3 d'eau du barrage agriculteurs pour les besoins d'irrigation cette année. Dans le domaine de l'assainissement, où il a été procédé, jeudi, à la mise en service d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) à Bousmail, M. Berraki a indiqué qu'outre ce projet "très important pour la wilaya, il a été décidé de résilier le contrat avec la société portugaise qui allait exploiter le projet pour deux années, et d'en transférer l'exploitation à la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), afin d'économiser la devise, a-t-il affirmé. Le ministre a fait état du réaménagement prochain de l'oued Mazafran qui constitue un dan-



ger pour la santé publique. Pour ce faire, un bureau d'études sud-coréen a été chargé de réaliser une étude qui sera entamée, dans les tous prochains jours, avec comme objectifs, l'assainissement de ce cours d'eau et la protection contre les crues et inondations. Concernant les zones d'ombre, M. Berraki a indiqué que plusieurs projets ont été entamés en AEP, en réseaux d'assainissement et en irrigation agricole, ce qui devra alléger la souffrance des habitants dans ces régions. Quant à la prise en charge des nouvelles zones d'habitation au niveau de la wilaya, le ministre a annoncé la réaffectation de plus de 7.000 milliards de DA excédentaires des projets précédents, à des travaux de raccordement de ces habitations aux réseaux AEP et assainissement, avant la livraison des projets d'habitation, qui sont en cours de réalisation. Après avoir entendu un exposé global sur le secteur des ressources en eau au siège de la wilaya, le ministre a entamé sa visite par l'inspection d'un projet de réhabilitation de la station d'épuration des eaux de Boukerdane dans la commune de Sidi Amar. Par la suite, M. Berraki a donné le coup d'envoi de trois projets de réalisation du réseau d'assainissement pour les zones d'ombre (Ouled Hamidène, Sidi Ouadi et douar Bouhadda) dans la commune d'Ahmar El Ain. Dans la commune de Khemisti, le ministre a mis en service un réservoir d'eau d'une capacité de 20.000 m3, avant de se rendre à Bou Ismail où il a inauguré une station d'épuration des eaux usées et s'est enquis de l'état de la station de dessalement de l'eau de mer.

A Sidi Rached, M. Berraki a donné le coup d'envoi d'un service commercial ambulatoire pour le recouvrement des factures d'eau, faisant savoir que seules 13 communes dans la wilaya de Tipaza disposent d'agences commerciales relevant de la SEAAL. Les services commerciaux ambulatoires, à raison de deux structures par commune, permettront de se rapprocher du citoyen et améliorer la prestation de service, a-t-il poursuivi. Le ministre s'est rendu à Fouka où il a visité la station de dessalement de l'eau de mer, sujette à des perturbations dans l'alimentation de certaines communes de Tipaza voire même d'Alger, du fait d'une panne technique (à 4h du matin) due à une baisse de tension du courant électrique. A ce propos, M. Berraki a donné des instructions pour la réparation de la panne et la remise à niveau des réservoirs dans la soirée d'aujourd'hui afin d'approvisionner les citoyens en eau notamment lors du premier jour de l'Aïd El-Adha. Il a également enjoint d'ouvrir une enquête pour déterminer les raisons qui ont motivé autant de retard dans la réparation. Au sujet de l'Aïd, le ministre a appelé l'ensemble des citoyens à utiliser de manière rationnelle l'eau, rassurant quant à la disponibilité de cette ressource pendant toute la durée de la fête religieuse. Le problème qui se pose c'est que le volume d'eau consommé en cinq (5) heures le premier jour de l'Aïd équivaut à une consommation de 24 heures en temps normal, dû à des perturbations dans l'alimentation, a-t-il conclu.

INCENDIES DU NORD DE SÉTIF

Indemnisation des agriculteurs sinistrés

Les agriculteurs sinistrés par l'incendie déclaré dimanche passé dans la région d'Agmoune dans la commune de Bouslam puis propagé vers la région de Béni Djemati dans la commune de Béni Chebana au nord de la wilaya de Sétif seront indemnisés, a affirmé jeudi, le wali de Sétif, Mohamed Belkateb. "L'Etat n'abandonnera pas les agriculteurs sinistrés et les dégâts qu'ils ont subi seront évalués puis indemnisés dans les plus proches délais", a affirmé le chef de l'exécutif local lors

de sa visite à Béni Djemati pour apprécier les dégâts occasionnés par l'incendie qui en trois jours a parcouru, selon une estimation préliminaire, 100 hectares. "Il sera procédé en concertation avec toutes les parties concernées à établir la liste de tous les sinistrés et une formule d'indemnisation sera trouvée, a-t-il dit, assurant que les pouvoirs publics ont suivi de près la situation depuis le déclenchement de ce feu dimanche dernier. M. Belkateb a salué la solidarité et l'unité montrées par les habitants

de ces régions envers les habitants encerclés par les flammes et pour soutenir les services de la protection civile durant trois jours de lutte contre les flammes qui avaient embrasé d'importantes aires de forêts et de vergers menaçant même certaines localités habitées. Le wali accompagné des cadres et services concernés a rencontré à Béni Chebana les habitants des mechtas et villages sinistrés pour apprécier l'ampleur des dégâts et écouter leurs préoccupations leur promettant d'amé-

liorer leurs conditions de vie dans cette région au relief difficile et au climat rude. La lutte contre cet incendie avait mobilisé d'importants moyens dont ceux des colonnes mobiles des wilayas de Sétif, Bordj Bou Arreridj, Batna, Constantine et Mila, trois hélicoptères de la direction générale de la protection civile et des hélicoptères de l'unité nationale aérienne de la protection civile, des services des forêts et des communes de Bouandess, Bougaâ et Béni Querthilène, selon la protection civile.



FOOTBALL FÉMININ

La JF Khroub championne d'Algérie



Une première historique pour le club de football féminin de la ville de Khroub (17 km de Constantine). Une équipe de football a été sacrée championne d'Algérie. Ce n'est pas l'AS Khroub, l'équipe masculine qui espérait retrouver la Ligue 1 cette saison. C'est la Jeunesse Féminine de Khroub, la JFK, qui a marqué de son empreinte le football

dans cette ville après avoir été déclarée sacrée championne d'Algérie de football féminin pour la saison 2019-2020, cinq mois après la suspension de la compétition en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). L'annonce a été faite par la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Le président de la Ligue nationale de football féminin

(LNFF), Djamel Kashi, a présenté lundi, au cours de la réunion du Bureau fédéral, le classement final qui a consacré la formation du JF Khroub devant l'équipe de l'AS Sûreté Nationale au nombre de points (45 contre 40), et en utilisant l'indice (2,37 contre 2,35) du fait de la différence de matchs disputés (19 contre 17), précise l'instance fédérale.

Brèves

AFRIQUE
(ARBITRAGE)

La CAF programme
des cours en ligne
du 22 au 5 octobre

Le département d'arbitrage de la Confédération africaine de football (CAF), a programmé une série de cours en ligne, du 22 août au 5 octobre, afin d'accompagner le développement et la formation des officiels de match pendant la période d'arrêt des compétitions, causé par la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé samedi l'instance continentale sur son site officiel. "Le département d'arbitrage et le panel technique d'experts ont décidé de maintenir leur calendrier de formations approuvé en début d'année avec l'option de séminaires virtuels pour suivre les progrès des officiels de match et les préparer pour les futures compétitions", précise la même source. "Les cours en ligne seront intensifs tout comme les séminaires réguliers en présentiel. Il ne manquera que les tests de fitness habituels des participants. Cependant, nous avons déployé une technique avec l'aide des appareils GPS et le soutien des instructeurs locaux pour surveiller la condition physique des participants", a déclaré le directeur de l'arbitrage de la CAF, le Seychellois Eddy Maillet. Cinq cours ont été programmés entre le 22 août et le 5 octobre 2020 pour lesquels chaque session regroupera entre 40 et 60 participants : cours jeunes talents (22 - 26 août), cours technique d'instructeurs VAR (27 - 31 août), Elite A (Hommes) (31 août - 4 septembre), Elite B (hommes et femmes) (14 - 18 septembre), et Elite A (Femmes) (1 - 5 octobre). "Au rang des thèmes à discuter, il faut citer les nouveaux concepts d'arbitrage, les amendements aux lois du jeu, les fautes de main, les arbitres assistants vidéo (VAR), les analyses de match et vidéo, la règle du hors-jeu, les incidents dans la surface de réparation et les fautes tactiques, sous la supervision d'instructeurs chevronnés, à savoir Celestin Ntagungira (Rwanda), Jérôme Damon (Afrique du Sud), An Yan Lim Kee Chong (Maurice), Malang Diedhiou (Sénégal), Noumandiez Doue (Côte d'Ivoire), Tempa Ndash (Bénin), Haqqa Yahia (Maroc), et Neji Jouini (Tunisie)", conclut la CAF.

FOOT/ PAYS-BAS
Après 14 mois sans
jouer, Arjen Robben
renoue avec
la compétition

L'attaquant néerlandais Arjen Robben a effectué son retour sur un terrain de football après 14 mois sans jouer, en disputant la première demie-heure du match de préparation du FC Groningue contre Almere City (1-1) samedi, à Almere. Fin juin, Robben, 36 ans, avait annoncé qu'il sortait de sa retraite, prise en 2019, pour aider son club formateur, le FC Groningue, avec qui il a débuté chez les pros en décembre 2000. Par précaution, il n'avait pas joué la semaine dernière contre le PEC Zwolle, effectuant sa rentrée samedi face à Almere. Partant souvent de l'aile droite, comme lorsqu'il faisait les beaux jours du PSV Eindhoven, de Chelsea, du Real Madrid et du Bayern Munich, Robben est resté sur la pelouse 30 minutes, sans avoir l'occasion de se montrer réellement dangereux et sans trop forcer. Le Néerlandais a savouré son retour à la compétition. "C'était chouette de jouer à nouveau un match", a déclaré Robben à FOX Sports après avoir quitté le terrain. "C'est pour cela que je le fais. Je veux aider Groningue, mais pas seulement par la vente des abonnements, aussi sur le terrain. C'était le premier match en 14 mois du virevoltant ailier. Je suis enfin de retour sur la pelouse. Je viens de loin et j'ai encore un long chemin à faire. Mais je fais de bons pas en avant et cette demi-heure a été agréable. C'était un peu spécial, mais je voulais avant tout me concentrer sur mon travail. Le plus important est que je reste 'fit'. Nous allons voir. Il y a aussi la combinaison d'un an sans jouer et de l'âge. Je dois à présent rattraper mon retard. J'aimerais bien jouer les 34 matchs du championnat, mais cela n'arrivera certainement pas".

FOOT/ SERIE A ITALIENNE (INTER MILAN)
Conte évasif sur son
avenir

L'entraîneur de l'Inter Milan (Serie A italienne de football), Antonio Conte a laissé planer le doute sur son avenir, vendredi soir après la défaite en finale de la Ligue Europa face aux Espagnols du FC Séville à Cologne (2-3).



"On va rentrer à Milan, prendre quelques jours de vacances et on va se rencontrer et on fera un examen de la saison, de tout, de façon sereine. On essaiera de planifier le futur de l'Inter, avec ou sans moi", a lâché l'entraîneur au micro de Sky Sport.

"Cela a été une saison très difficile, de tous les points de vue, on prendra la meilleure décision pour le bien de l'Inter", a ajouté celui qui avait été recruté l'an dernier pour relancer l'Inter, mais qui avait attaqué avec véhémence sa direction après la dernière journée de championnat, début août,

s'estimant pas assez protégé. Pour autant, il a assuré ne pas vouloir "passer une nouvelle année de cette manière, il est juste que le président (Steven) Zhang fasse ses évaluations également sur la base de ce que je lui dirai". Avant de conclure : "Je vais exprimer mon point de vue à tête froide, pour construire quelque chose d'important, il faut de l'harmonie. Cela a été une très belle année pour moi, je remercie ceux qui m'ont offert cette opportunité". L'Inter a fini 2e de la Serie A, à un point de l'indétrônable Juventus de Turin.

MANCHESTER UNITED

Harry Maguire libéré après son arrestation
pour une "agression" en Grèce

Le capitaine de Manchester United Harry Maguire, arrêté vendredi sur l'île de Mykonos après une "agression" sur un policier, a été libéré samedi en attendant une audience devant la justice grecque. Le défenseur central international anglais a quitté le palais de justice dans la matinée, accompagné vraisemblablement de son équipe juridique avant de se diriger vers sa voiture. La date de l'audience n'a pas encore été fixée par le parquet. Son avocat Konstantinos Darivas avait indiqué au média sportif local "Gazzetta" que Maguire, qui a nié les faits qui lui sont reprochés, était en "bonne condition" malgré deux nuits en détention. Selon la chaîne grecque Mega, le père du joueur a fait le déplacement en Grèce pour être aux côtés de son fils.

L'affaire est suivie par le parquet de l'île de Syros, dans les Cyclades, où se trouve également Mykonos. L'ancien joueur de Leicester recruté par United pour environ 87 millions d'euros l'été dernier avait été arrêté après une bagarre avec des touristes et une agression contre des policiers grecs, en compagnie de son frère et d'un ami, selon l'agence de presse grecque ANA. "Trois hommes britanniques dont l'un est un footballeur d'une équipe britannique s'en sont pris dans la nuit de jeudi à vendredi à des policiers en blessant légèrement quatre d'entre eux et ont été arrêtés", avait déclaré Petros Vassilakis, un responsable de la police de Syros. Les policiers ont demandé aux trois hommes de les suivre au poste, mais ceux-ci ont essayé

de s'échapper, selon Petros Vassilakis. Selon le communiqué officiel de la police, une seconde bagarre a éclaté au poste de police local où les trois hommes "ont résisté avec acharnement (à l'arrestation), poussant et frappant trois officiers", selon ce même texte. L'un des suspects a ensuite essayé de soudoyer les officiers pour étouffer l'incident, assure la police grecque. Les suspects sont accusés d'agression, rébellion, insultes verbales et menaces envers les officiers venus les arrêter, ainsi que de tentative de corruption, a détaillé la police. Manchester United avait confirmé vendredi avoir connaissance "d'un incident présumé dans lequel a été impliqué Harry Maguire" et se refuse pour le moment à faire d'autres commentaires.

ESPAGNE

Luis Suarez espère continuer avec le FC Barcelone

L'attaquant uruguayen Luis Suarez, a confirmé que son désir est de poursuivre son parcours avec le FC Barcelone malgré une saison décevante sur tous les plans. "Evidemment. Je l'accepterais ici comme je l'ai toujours accepté au cours de ma carrière. La

concurrence est toujours intéressante et si l'entraîneur considère que je dois prendre place sur le banc, je n'ai aucun problème à aider avec le rôle qu'ils me donneront. Je pense que je peux encore apporter à ce club", a déclaré l'attaquant au média El País.

L'ancien joueur de Liverpool est parmi les éléments que l'on désigne comme étant "au bout du rouleau" au sein de l'effectif des vice-champions d'Espagne. "Nous sommes tous responsables. Il ne serait pas juste de désigner un seul coupable. Personne ne peut douter de

mon engagement à Barcelone. Moi aussi je veux le meilleur pour le club et mon objectif est de rester, mais si au club ils estiment que je ne suis pas indispensable, je n'ai aucun problème à parler avec ceux qui décident", a indiqué l'Uruguayen.

FOOT/ ALGÉRIE (PRÉPARATION DE LA SAISON 2020-2021)

La FAF organise une série de réunions

La Fédération algérienne de football (FAF) organise, du 23 au 31 août, une série de réunions pour préparer la nouvelle saison 2020-2021, a annoncé hier l'instance fédérale, dans un communiqué publié sur son site officiel.



La première réunion, prévue hier matin, "est consacrée aux dispositions réglementaires du football amateur pour la saison 2020-2021", précise la même source. Ce lundi 24 août, il sera question de la préparation du calendrier des assemblées générales ordinaires restantes (AGO), et de celui des assemblées générales électives (AGE) de toutes les Ligues de wilaya, notamment. Le mardi 25 août, une réunion de travail sera consacrée à l'analyse de la situation de tous les championnats de jeunes de la saison 2019-2020 et une projection sur celle 2020-2021.

De son côté, le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, et celui de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, président-ron mercredi 26 août à 10h30 au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, une réunion de travail à laquelle seront conviés les présidents des clubs de Ligue 1 professionnelle, accompagnés des entraîneurs ou des DTS (Directeur technique sportif, ndlr). Le même lieu, soit l'auditorium Omar-Kezzal du CTN de Sidi Moussa, abritera lundi 31 août à 10h30 une autre réunion, cette fois présidée par le président de la FAF et

Ali Malek, président de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), en présence des présidents des clubs de la Ligue 2, accompagnés également des entraîneurs ou des DTS, souligne la FAF. Le président de la Direction de contrôle de gestion et des finances des clubs professionnels (DCGF) Réda Abdouch, sera également présent à cette séance et fera un exposé sur la situation des clubs professionnels et abordera le volet relatif à la liquidation des sociétés sportives par actions (SSPA). Lors de ces deux réunions, avec les 20 clubs de la Ligue 1 professionnelle d'une part, et les 36

clubs de la Ligue 2 répartis en deux groupes de 18 d'autre part, dont certains garderont leur statut professionnel, les présents examineront ensemble les différents scénarios du déroulement de la saison 2020-2021, explique l'instance fédérale. La saison 2019-2020 n'a pu aller à son terme en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). La FAF a consulté les membres de l'assemblée générale pour donner suite à la saison. La majorité a opté pour un choix qui prévoit de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (JS KABYLIE)

La direction dévoile la liste des libérés

Le directeur sportif de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football) Kamel Abdeslam, a dévoilé hier au cours d'une conférence de presse, la liste des joueurs libérés, où figure notamment le défenseur et capitaine Nabil Saâdou. Outre Saâdou, la JSK s'est passée également des services de l'attaquant Taoufik Addadi, ainsi que les défenseurs Taoufik Zeghdane, Amir Belalil, Abderazak Iratni, et Walid Bencherifa. Pour rap- peler, la JSK reprendra du service le samedi 29 août

avec le début du stage préparatoire en vue de la saison 2020-2021. La formation kabyle a entamé le marché des transferts en force, en engageant plusieurs joueurs, issus de différents de paliers, à l'image de Lyes Fayçal Haddouch (GRB Dar El-Beïda), Juba Aguiieb (ES Ben Aknoun), et Kerroun Ahmed (ASM Oran). L'attaquant de l'USM Bel-Abbès, Litt Abderazak (27 ans), a donné son accord pour rejoindre les "Canaris", en attendant d'officialiser son engagement dans les prochains

jours. La JSK a terminé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), à la 4e place au classement avec 36 points, à quatre longueurs du CR Belouizdad, désigné à titre exceptionnel champion d'Algérie. La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre, alors que la date du coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été arrêtée.

FOOT/ LIGUE 1 FRANÇAISE (TRANSFERTS)

Accord verbal trouvé entre Leicester et le Stade Rennais pour Slimani

L'attaquant international algérien Islam Slimani de Leicester City (Premier league anglaise de football), dont l'option d'achat n'a pas été levée par l'AS Monaco, devrait officialiser son transfert incessamment avec le Stade Rennais (Ligue 1/France), suite à un accord verbal trouvé entre les deux clubs, rapporte vendredi soir le site Foot Mercato. "Le club breton et Leicester se sont rapprochés ces dernières heures et un accord verbal a même été trouvé avec les Foxes pour un transfert de l'attaquant international algérien", écrit la même source. Auteur d'une saison correcte avec le club monégasque, Slimani n'a pas

réussi à convaincre les dirigeants de Monaco, qui ont décidé de ne pas lever l'option d'achat ou même demander un second prêt. Selon Foot Mercato, "le club breton est proche d'un accord avec Leicester pour le champion d'Afrique 2019. Tous les détails ne sont pas encore réglés, mais la transaction pourrait s'effectuer autour des 8 millions d'euros. Leicester, qui ne compte plus du tout sur son attaquant recruté à prix d'or au Sporting CP en 2016 (30 millions d'euros), est plus que jamais ouvert à l'idée de voir Slimani quitter définitivement le club". Prêt par les "Foxes" à l'AS Monaco lors du précédent exercice, Slimani (32 ans) a

signé une saison 2019-2020 probante (9 buts, 8 passes décisives en 18 matches de championnat) et son entente avec Wissam Ben Yedder a été plus que prolifique. "Nul doute qu'une association avec Mbaye Niang promet déjà beaucoup. D'autant qu'à Rennes, Slimani devrait bénéficier de la confiance de Florian Maurice et de Julien Stéphan qui sont convaincus des qualités intrinsèques de l'attaquant qui aurait une belle occasion d'évoluer en Ligue des Champions, lui qui a discuté récemment avec l'OM et avec des clubs du Moyen-Orient", conclut la même source.

R.S

Brèves

FOOT/ TRANSFERTS

Betrouni (JSM Skikda), deuxième recrue estivale du NAHD

L'attaquant de la JSM Skikda, club promu en Ligue 1 professionnelle de football, Réda Betrouni, s'est engagé avec le NA Hussein-Dey pour un contrat de deux saisons, a appris l'APS hier auprès du club algérien. Betrouni (29 ans) devient ainsi la deuxième recrue estivale du Nasria, après le milieu défensif Hocine El-Orfi, également signataire d'un bail de deux ans, lui qui effectue son retour chez les "Sang et Or", après un premier passage pendant trois saisons (2016-2019). Par ailleurs, le Nasria est toujours à la recherche d'un nouvel entraîneur en vue de la saison prochaine. Le nom de l'ancien coach de l'USM Alger, Mounir Zeghdoud revient avec insistance du côté du NAHD, mais également celui de Dziri Billel, actuellement sur le banc du CABB Arreridj, lui qui avait déjà dirigé le Nasria. Frelégable avant la suspension de la compétition, le NAHD a été finalement maintenu parmi l'élite, après l'adoption par les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne (FAF) du choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, au terme de la consultation écrite initiée par l'instance fédérale, pour donner suite à l'exercice 2019-2020, définitivement suspendu en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre. La date de la reprise des entraînements et le coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'ont pas encore été fixés.

R.S

CONVOITÉ PAR LE MCA ET LE CRB

Le Congolais Mbombo en route vers le TP Mazembe

L'attaquant congolais de Nkana FC (Div. 1 zambienne) Idris Ilunga Mbombo, convoité par le MC Alger et le CR Belouizdad, aurait trouvé un accord final avec le TP Mazembe (Div. 1/ RD Congo), a appris l'APS samedi auprès de son agent. Le joueur, âgé de 24 ans, s'est illustré lors de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique avec la formation soudanaise d'Al-Hilal Omdurman lors de la saison 2018-2019, avant de rejoindre Nkana FC en juillet 2019, parvenant à inscrire 10 buts avec le club zambien. Selon la même source, le joueur, qui a accepté l'idée de rejoindre le championnat algérien, a reçu également une invitation de la part du club marocain du Wydad de Casablanca. Toutefois, le TP Mazembe, dirigé par son puissant président Moïse Katumbi, aurait tout conclu avec le joueur, en lui proposant un contrat de trois saisons, pour remplacer l'attaquant Jackson Muleka, parti rejoindre cet été la formation belge du Standard de Liège.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (ES SÉTIF)

Le gardien Khedairia prolonge jusqu'en 2022

Le gardien de but de l'ES Sétif, Sofiane Khedairia, a prolongé son contrat pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en 2022, a annoncé samedi le club pensionnaire de la Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook. Le portier natif de Valence (France) s'est délesté de quatre mois de salaire, tout en s'assurant une revalorisation salariale, précise la même source. Khedairia (31 ans), avait rejoint l'Entente pour la première fois en 2012, avec laquelle il avait notamment remporté la Ligue des champions d'Afrique en 2014. Il quitta Sétif en 2017 pour évoluer à la JSM Béjaïa (2017), et à l'USM Bel-Abbès (2018-2019), avant de revenir au bercail en 2019. L'ESS, 3e au terme de la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), n'a enregistré pour le moment aucune nouvelle recrue estivale, privilégiant d'abord la prolongation de ses cadors. Concernant la barre technique, l'entraîneur tunisien Nabil Kouki n'a pas encore prolongé son contrat pour deux saisons, comme annoncé précédemment par la formation phare des Hauts-Plateaux. Kouki, qui avait rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, en remplacement de Kheïreddine Madoui, est parvenu à redresser la barre en championnat, permettant à son équipe de réaliser une remontée spectaculaire au classement. L'ES Sahel (Ligue 1/Tunisie) a démenti cette semaine avoir entamé des négociations avec Kouki, contrairement à ce qui a été rapporté par certains médias tunisiens, dont le site de la radio Mosaïque FM. En Coupe d'Algérie, l'ESS est toujours en course pour une qualification au dernier carré. Elle devait affronter son voisin, le CABB Arreridj, en quart de finale (retour), après avoir fait match nul 1-1 à l'aller à Bordj. La Fédération algérienne (FAF) ne s'est toujours pas prononcée sur la suite à donner à l'épreuve populaire.

R.S

Brèves

COLOMBIE

33 morts dans des massacres impliquant des groupes armés

Des groupes armés ont fait 33 morts en onze jours dans diverses régions de la Colombie, un des bilans les plus lourds de la violence dans ce pays depuis la signature de l'accord de paix de 2016, ont annoncé samedi les autorités. Dix-sept de ces meurtres ont été perpétrés vendredi et samedi. Onze personnes ont d'abord été tuées dans des attaques survenues dans des régions frontalières avec le Venezuela et l'Équateur. Et samedi un "nouveau massacre" a été commis qui a fait "au moins six morts" et deux "disparus", a indiqué dans un vidéo postée sur internet Jhon Rojas, gouverneur de Nariño (sud-ouest), une des régions touchées par ces violences. Ces tueries ont suivi peu ou prou le même scénario: un groupe armé fait irruption, et ouvre le feu dans un endroit isolé ou emmène les victimes, pour la plupart des jeunes gens, pour abandonner ensuite leurs corps. Selon le gouverneur, le président colombien Iván Duque doit participer à une réunion avec les autorités du Sud-ouest du pays pour examiner la recrudescence de la violence financée par le narcotrafic. Les Nations Unies avaient répertorié jusqu'ici 33 massacres en 2020 en Colombie, dans des territoires en proie aux groupes armés, où dominent l'économie souterraine, la pauvreté et "une présence de l'Etat limitée". L'ONU répertorie comme "massacre" tout assassinat d'au moins trois personnes perpétré au même moment par le même auteur ou groupe d'auteurs.

RDC

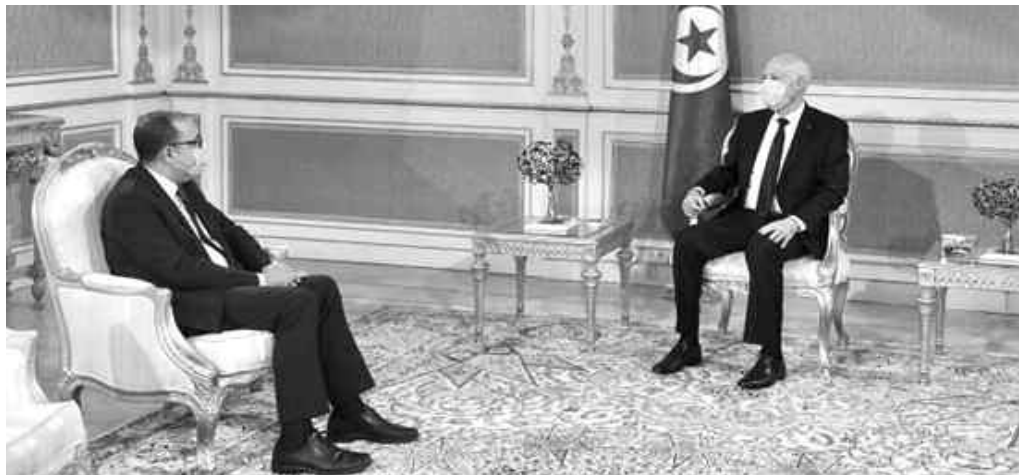
12 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Beni

Douze civils ont été tués dans une attaque attribuée au groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF), dans l'est de la République démocratique du Congo, où leurs corps ont été retrouvés samedi, a indiqué un responsable local. "L'attaque des ADF a eu lieu jeudi pendant que des paisibles villageois travaillaient dans leurs champs. Nous avons effectué des recherches et avons découvert douze cadavres qu'on a enterrés", a déclaré Donat Kibwana, administrateur du territoire de Beni (Nord-Kivu, est), cité par l'AFP. "L'attaque a ciblé les profondeurs de la localité de Matiba sur la route Mbau - Kamango, une zone où des ADF sont en errance", a-t-il ajouté. "Nous avons perdu 13 personnes dont trois femmes dans l'attaque de jeudi. Il y a aussi quatre personnes portées disparues", a déclaré pour sa part Philippe Bonane, président de la société d'Oicha, chef lieu du territoire de Beni. A l'origine des rebelles ougandais, les ADF ont fait souche dans les années 1990 dans la région de Beni, dans l'est de la RDC. Depuis octobre 2014, ils ont multiplié des attaques contre des civils dans cette zone, faisant plus d'un millier de morts essentiellement des civils.

TUNISIE

Le gouvernement sera dévoilé dans deux jours

Le gouvernement de compétences attendu en Tunisie sera dévoilé sous peu, avant l'expiration des délais constitutionnels le 25 août, rapportent les médias tunisiens.



Selon les mêmes sources, le président Kais Saïed s'est entretenu vendredi à Carthage avec le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'expédition des affaires courantes, chef du gouvernement désigné, Hichem Mechichi. M. Mechichi a informé le président "des dernières évolutions liées aux concertations pour la formation d'un gouvernement répondant aux attentes du peuple

tunisien, et ses aspirations légitimes", a annoncé la présidence tunisienne dans un communiqué. Le chargé de la formation du gouvernement, Hichem Mechichi a achevé, le 19 août, les concertations avec les partis politiques, les organisations nationales et les experts concernant la formation du prochain gouvernement, d'après Mosaïque fm. Il se penche désormais sur la pré-

paration du programme de ce gouvernement de technocrates et de la liste des ministres qui vont en faire partie. Cette liste doit être remise au président de la République et au Parlement avant le 25 août, date de la fin de l'échéance constitutionnelle pour la formation du gouvernement. Et à l'heure où Mechichi s'appête à remettre la liste de son cabinet au président Kais Saïed,

le bureau exécutif du mouvement Ennahdha a invité le Conseil de la Choura à se réunir pour "examiner le sort des concertations et des contacts menés" avec le chef du gouvernement désigné, a rapporté l'agence TAP. "Le conseil de la Choura va prendre les mesures nécessaires concernant le projet du gouvernement de Hichem Méchichi", a souligné le bureau exécutif du parti dans un communiqué.

LIBYE

L'Union africaine se félicite de la déclaration de cessez-le-feu

L'Union africaine (UA) s'est félicitée de la déclaration de cessez-le-feu annoncée simultanément par le président du conseil présidentiel du gouvernement d'Entente Nationale libyen, Fayaz Al-Sarraj, et le président de la Chambre des représentants, Aguila Salah. « Cette déclaration facilitera les initiatives de dialogue ainsi que la reprise des travaux de la Commission Militaire Conjointe des Nations Unies, en vue d'atteindre un cessez-le-feu général », souligne le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat. Dans un communiqué, le président de la Commission de l'UA affirme que « cette annonce est de nature à relancer le dialogue politique inter-

libyen ainsi que la mise en œuvre de la feuille de route adoptée par le Comité de Haut Niveau de l'Union africaine sur la Libye, le 30 janvier 2020 à Brazzaville, République du Congo, portant sur les modalités et le calendrier des travaux préparatoires relatifs à la Conférence de Réconciliation Nationale inter-libyenne de l'Union africaine ». M. Moussa Faki « salue les efforts des parties libyennes visant à privilégier la voie du dialogue et non celle des armes, comme unique solution pouvant mettre fin à presque une décennie de guerre et invite les autres parties libyennes à respecter ce cessez-le-feu et à joindre leur voix à cette annonce conjointe dans l'intérêt de la Libye ».

BURKINA FASO

Trois gendarmes tués dans le centre-nord

At moins trois gendarmes burkinabés ont été tués samedi, dans une attaque à Foubé dans le centre-nord du pays, ont indiqué des médias citant des sources sécuritaires. Selon une source sécuritaire locale, des assaillants ont tenu une embuscade contre une mission de la gendarmerie, tuant trois parmi eux. L'attaque a également fait des dégâts, selon la même source. La Pologne de son côté a qualifié les déclarations du dirigeant burkinabé de "propagande du régime", tandis que le président lituanien Gitanas Nausėda a parlé de "déclarations tout à fait sans fondement sur des menaces extérieures imaginaires".

BÉLARUS

L'Otan dément tout renforcement à la frontière

L'Otan a démenti samedi soir tout "renforcement" à la frontière du Bélarus, assurant que les allégations en ce sens étaient "sans fondement", après des déclarations du président Alexandre Loukachenko. "Toute affirmation concernant un renforcement de l'Otan à la frontière avec le Bélarus est sans fondement. Comme nous l'avons déjà dit clairement, l'Otan ne représente au-

cune menace pour le Bélarus ou tout autre pays et n'a pas de renforcement militaire dans la région", a assuré la porte-parole Oana Lungescu dans un court communiqué. L'Alliance nord-atlantique a assuré qu'elle était dans une position "strictement défensive". "Nous restons vigilants, prêts à dissuader toute agression et à défendre nos alliés. Nous

appelons Minsk à faire preuve d'un respect total des droits fondamentaux", conclut la porte-parole. La Pologne de son côté a qualifié les déclarations du dirigeant burkinabé de "propagande du régime", tandis que le président lituanien Gitanas Nausėda a parlé de "déclarations tout à fait sans fondement sur des menaces extérieures imaginaires".

MALI

La délégation ouest-africaine et la junte optimistes

"Très optimiste": Le chef d'une délégation ouest-africaine arrivée samedi à Bamako, l'ex-président nigérian Goodluck Jonathan, a résumé en deux mots les pourparlers engagés samedi avec la junte qui a pris le pouvoir au Mali en renversant mardi le président Ibrahim Boubacar Keïta.



Nous avons vu le président Keïta, il va très bien", a dit dans la soirée Goodluck Jonathan, le médiateur attiré de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), mandaté pour assurer le retour immédiat de l'ordre constitutionnel dans le pays sahélien. "Les entretiens se passent bien", a-t-il ajouté, souriant aux lèvres, avant de s'engouffrer dans la suite de son hôtel. Auparavant, les envoyés de la Cédéao ont été reçus pendant une trentaine de minutes par les membres du Comité national pour le salut du peuple, dont le nouvel homme fort du pays, le colonel Assimi Goïta. "Les discussions se sont déroulées dans un climat très ouvert et on a senti une volonté de vraiment aller de l'avant", a affirmé dans la soirée le président de la Commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou. "La Cédéao a essentiellement pour rôle d'accompagner le Mali. La solution que nous devons trouver, et je crois que tout le monde est d'accord, c'est une solution qui satisfasse les Maliens d'abord et qui soit aussi bénéfique pour tous les pays de la sous-région", a-t-il ajouté. Les discussions avec la junte, qui "ont bien commencé", se sont poursuivies dimanche et "nous espérons pouvoir tout finaliser d'ici ce lundi", a-

t-il dit. Selon le porte-parole des militaires, Ismaël Wagué, "les échanges avec la Cédéao se passent très bien". "Nous avons compris que des chefs d'Etat, comme l'Ivoirien Alassane Ouattara, travaillent pour une déstabilisation, pour une solution pacifique, même s'ils ont fermement condamné notre prise de pouvoir. Nous sommes ouverts aux discussions", a dit une autre source au sein de la junte.

LES MILITAIRES ACLAMÉS

Les envoyés ouest-africains se sont également rendus à Kati, ville-garrison de la banlieue de Bamako devenue le centre du nouveau pouvoir, où ils ont rencontré, selon cette source, les personnalités arrêtées par les militaires, parmi lesquelles le Premier ministre Boubou Cissé, le président de l'Assemblée nationale Moussa Timbiné, et le chef d'état-major de l'armée, le général Abdoulaye Coulibaly. La délégation a dû rencontrer hier matin les ambassadeurs des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne et Chine). Les pays voisins du Mali, réunis en sommet extraordinaire, avaient réclamé jeudi le "rétablissement" du président Keïta et décidé

d'envoyer cette délégation à Bamako, la quatrième de l'ex-président Goodluck Jonathan depuis le début de la crise socio-politique qui ébranle le Mali depuis les législatives contestées de mars-avril. Elu en 2013 et réélu en 2018, le président Keïta était fortement contesté dans la rue à l'appel d'un mouvement d'opposition hétéroclite qui réclamait sa démission. Dénoncé par la communauté internationale, le coup d'Etat militaire n'a suscité aucune opposition notable à Bamako. Les Maliens ont repris leurs activités dès le lendemain du putsch et la télévision nationale, l'ORTM, poursuit ses programmes. Les militaires au pouvoir, pour la plupart formés en France, aux Etats-Unis ou en Russie, ont promis de mettre rapidement en place une "transition politique". Ils ont été acclamés vendredi par des milliers de personnes dans le centre de Bamako. Samedi matin, quelques dizaines de partisans du président Keïta ont tenté de manifester à Bamako, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre.

QUATRE SOLDATS TUÉS

Alors que les discussions politiques et diplomatiques se poursuivent à Bamako, quatre soldats ont été tués et un

grièvement blessé samedi par un engin explosif dans le centre du pays. En mars 2012, alors que les rebelles touareg avaient lancé une offensive majeure dans le nord du Mali, des soldats s'étaient déjà mutinés contre l'inaptitude du gouvernement à faire face à la situation, chassant le président Amadou Toumani Touré. Mais le coup d'Etat avait précipité la chute du nord du Mali aux mains de groupes islamistes armés, jusqu'à ce qu'ils en soient en grande partie chassés par une intervention militaire internationale lancée par la France en janvier 2013 et toujours en cours. Les attaques de groupes jihadistes se sont étendues en 2015 au centre du pays, entraînant de lourdes pertes civiles et militaires. Ces attaques, mêlées à des violences intercommunautaires, ont également débordé aux Niger et Burkina Faso voisins. L'incapacité de l'Etat malien à contrôler de vastes parts de son territoire dans le Nord et le centre du pays a été dénoncée pendant des mois par les opposants au président Keïta. Les putschistes ont également justifié leur intervention notamment par l'insécurité régnant dans le pays et par le manque de moyens de l'armée.

AFP

Brèves

YÉMEN

La coalition détruit un missile Houthi

Les forces de la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite au Yémen ont annoncé qu'elles avaient détruit samedi un drone chargé d'explosifs et un missile balistique lancés par le groupe "Ansarullah" (Houthis) en direction du territoire saoudien. Selon une déclaration du porte-parole de la coalition, le colonel Turki al-Maliki, un drone lancé par les Houthis en direction du sud de l'Arabie saoudite et un missile balistique tiré contre Jazan dans le sud-ouest, ont été neutralisés, rapporte l'agence de presse saoudienne SPA. Al-Maliki avait auparavant annoncé qu'un missile et un drone chargé d'explosifs lancés par les Houthis les 20 et 21 août avaient également été neutralisés. Le Yémen est en proie à des violences depuis 2014, date à laquelle les Houthis ont pris le contrôle d'une grande partie du pays, dont la capitale, Sanaa. La crise s'est aggravée en 2015 lorsqu'une coalition militaire sous commandement saoudien a lancé une campagne aérienne. Des dizaines de milliers de Yéménites, dont une majorité de civils, auraient été tués dans ce conflit, qui a conduit à l'une des pires crises humanitaires que connaît le monde, selon l'ONU alors que des millions de personnes sont toujours menacées de famine.

VIOLENCES PRÉLECTORALES EN CÔTE D'IVOIRE

Au moins deux morts à Divo

Au moins deux personnes ont été tuées à Divo (200 km au Nord-Ouest d'Abidjan) dans des violences interethniques samedi, dans le sillage de l'investiture du président Alassane Ouattara comme candidat à un troisième mandat, ont indiqué hier des sources concordantes. "Une personne évacuée au CHR (Centre hospitalier régional) a succombé à ses blessures (...) ce (di-manche) matin", a affirmé une source hospitalière, faisant état "de plusieurs blessés graves à la machette". Ce décès a été confirmé par une source administrative locale. Un adolescent est, quant à lui, décédé samedi dans l'incendie du magasin-bar le Péage dans le quartier de Konankro, selon plusieurs habitants qui ont assuré à des médias avoir vu le corps. L'annonce, le 6 août de la candidature de M. Ouattara, avait dégénéré en trois jours de violences pour un bilan d'au moins six morts, une centaine de blessés et 1.500 déplacés. Vendredi et samedi, de nouvelles violences ont éclaté dans plusieurs villes du pays, la veille et le jour de l'investiture du président Ouattara comme candidat de son parti à la présidentielle, lors d'un grand meeting rassemblant plusieurs dizaines de milliers de militants au stade Houphouët-Boigny d'Abidjan. A Divo, des affrontements ont eu lieu samedi entre jeunes "dida" (ethnie locale) et jeunes "dioula" (ethnie du Nord du pays favorable à M. Ouattara), selon de nombreux habitants. Une mission comprenant le député Famoussa Coulibaly, le maire et ministre de l'Équipement Amédé Koffi Kouakou, le préfet ainsi que des élus et responsables locaux étaient sur place hier, a affirmé le député. "On fait le tour des communautés. C'est redevenu calme. Il y a beaucoup de forces de l'ordre. Pour le moment, le bilan provisoire est de 21 blessés dont huit graves", a-t-il confié. Un couvre-feu a été instauré de 19H00 à 06H00 du matin.

BÉLARUS

Des manifestants face à un Loukachenko intraitable

Des dizaines de milliers de Belarusses manifestaient hier après-midi à Minsk contre le président Alexandre Loukachenko, maintenant la pression après deux semaines d'un mouvement de protestation historique pour dénoncer une présidentielle contestée. Au pouvoir depuis 26 ans, M. Loukachenko, 65 ans, avait juré cette semaine de "régler le problème" de la contestation, fruit d'un complot occidental, selon lui, et même mis en état d'alerte l'armée, accusant l'Otan de manoeuvrer aux frontières du Bélarus. Les forces antiémeutes ont été déployées en nombre, selon des journalistes de l'AFP, mais ne sont pas intervenues contre ce rassemblement non autorisé.

PAS DE SECONDE UKRAÏNE

Mais le ministère de la Défense a, lui, prévenu qu'en cas de troubles près des mémoriaux de la Seconde Guerre mondiale, des lieux de manifestations ces deux dernières semaines, les responsables auraient à faire "à l'armée". Certains d'entre eux, à Minsk en particulier, ont été entourés de barbelés et de militaires en armes. Pour sa part, la cheffe de file de l'op-

position bélarusse qui s'est proclamée vainqueur du scrutin du 9 août, Svetlana Tikhanovskaïa, s'est déclarée samedi "fière des Belarusses" qui ont surmonté leur peur pour "défendre leurs droits". "Je les appelle à continuer", a déclaré à l'AFP l'opposante, réfugiée en Lituanie voisine. Sur le front diplomatique, l'Union européenne, qui a rejeté les résultats de la présidentielle et prévu des sanctions, a jugé qu'il restait nécessaire de "traiter" avec le président bélarusse. L'UE "n'a pas l'intention de convertir le Bélarus en une seconde Ukraine" où, après une révolte occidentale, Moscou a annexé la Crimée et nourri une guerre séparatiste dans l'est, a dit le diplomate européen en chef, Josep Borrell. Avant le scrutin, le président bélarusse accusait la Russie de Vladimir Poutine de travailler en sous-main pour le faire tomber. Mais, face à la vague de protestation, il a opéré un virage à 180°, se targuant du soutien du Kremlin dans sa lutte face aux tentatives occidentales de déstabilisation. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a quant à lui mis en garde hier contre "l'instigation de troubles depuis l'extérieur" et contre un nouveau "scénario ukrainien". Des références à peine voilées aux adversaires occidentaux de Moscou.

DROIT DANS SES BOTTES

Malgré une brutale vague de répression de la protestation dans les jours qui ont suivi la présidentielle, les Belarusses ont continué à se mobiliser en nombre pour d'innombrables manifestations et chaînes humaines pacifiques. Le président bélarusse est resté lui aussi droit dans ses bottes, n'évoquant qu'un vague plan de révision constitutionnelle pour sortir de la crise politique. Il a pu jusqu'ici compter sur la fidélité de l'armée, de la police et des services secrets, même s'il a enregistré des défections dans les médias d'Etat et des entreprises publiques. Samedi, il a profité d'une inspection des unités militaires déployées près de la frontière polonaise pour présenter la contestation comme un complot ourdi à l'étranger. Il a placé les forces armées en état d'alerte, dénonçant d'"importants agissements des forces de l'Otan à proximité" des frontières, sur les territoires polonais et lituanien. L'Alliance a démenti tout "renforcement militaire dans la région".

R.I

MAROC

Comment un coin perdu du royaume est devenu «l'épicentre mondial de la sextorsion»

Depuis quelques années, la région de Béni Mellal-Khénifra est le théâtre d'un curieux phénomène surnommé «l'arnaque». Se propageant tel un feu de forêt et faisant de nombreuses victimes à travers le monde, il donne du fil à retordre aux autorités qui tentent d'éteindre ses flammes. Analyse.

Béni Mellal, Khénifra, Khouribga et Oued Zem, ces quatre villes du centre du Maroc sont sorties de l'anonymat ces dernières années mais de la pire des manières. Depuis 2014, une nouvelle forme de cybercriminalité s'y développe. Il s'agit de la «sextorsion» (contraction de «sexe» et «extorsion»), une pratique illégale qui consiste à extorquer de l'argent en faisant pression sur des personnes préalablement filmées à leur insu dans des positions sexuelles compromettantes. Les Melalis, les Khénifris et leurs voisins surnomment ce chantage «l'arnaque». Leurs jeunes, en quête d'argent facile, en usent et abusent. L'ampleur de ce phénomène dans la région est telle que chaque mois apporte son lot d'arrestations, de démantèlements de réseaux et de condamnations.

La dernière affaire en date remonte au lundi 17 août, quand la Chambre correctionnelle de Rabat a ouvert un nouveau procès lié à la sextorsion «made in Morocco». Cette fois-ci, la victime est un haut fonctionnaire américain qui aurait subi des actes d'intimidation et de chantage sexuel par un réseau de crime organisé opérant depuis le royaume. Le principal instigateur, identifié par les autorités dans cette affaire, serait originaire de Khouribga, l'une des villes de la région de Béni Mellal-Khénifra qui est la plus touchée par «l'arnaque». «Nous recevons huit appels à l'aide par jour en moyenne de la part de victimes marocaines et étrangères de cette calamité. Lorsque l'on creuse, on trouve que dans 70% de ces cas de sextorsion, les auteurs viennent du centre du pays, plus exactement des régions de Khouribga et Oued Zem», affirme à Sputnik Réda Lakbir, vice-président de l'association marocaine de protection des victimes de webcams et de lutte contre le chantage qui combat le fléau depuis 2007.

Sans attrait, Oued Zem est une petite ville de 100.000 habitants. Située à l'ouest de la région de Béni Mellal-Khénifra, elle a déjà été qualifiée à plusieurs reprises de «capitale mondiale de la sextorsion» par des médias anglais. Et pour cause! C'est là que sont nées les premières étincelles de «l'arnaque».

Reportage vidéo réalisé par la BBC en 2016 sur le fléau de la sextorsion dans la région d'Oued Zem.

«Oued Zem reste le bastion et le cœur battant de ce fâcheux phénomène. C'est de là que cette pratique s'est répandue dans les villes voisines», explique Réda Lakbir.

À l'école de l'arnaque

Hamza, 21 ans, fait partie de cette première fournée de maîtres chanteurs qu'évoque le militant associatif.



Depuis sa naissance, le jeune homme vit avec ses parents dans un quartier populaire d'Oued Zem. Contacté par Sputnik, il explique comment il est tombé dans le «piège de l'arnaque». «Je n'avais que 16 ans lorsque j'ai commencé. J'avais entendu parler de cette technique facile qui fait gagner beaucoup d'argent à l'école. J'étais curieux d'en savoir plus. Donc je me suis renseigné sur Internet et c'est là que j'ai découvert ce monde. Mais ma curiosité s'est vite transformée en addiction», regrette le jeune homme qui, même aujourd'hui, peine à décrocher.

«Avant, on n'était que quelques groupes à s'y adonner, aujourd'hui les escrocs, des deux sexes, sont partout. Le phénomène a même largement dépassé la ville d'Oued Zem», confirme Hamza. Pour lui, si l'arnaque connaît autant de succès, c'est parce qu'elle est d'une simplicité enfantine. «En quelques heures de connexion, on peut soutirer de certaines victimes des sommes astronomiques, sans le moindre effort», explique-t-il.

«Tout commence par une discussion sur les réseaux sociaux. On utilise de faux profils avec des photos de femmes attirantes pour séduire la victime. On échange, la confiance s'installe... Puis on propose à notre interlocuteur d'allumer la webcam. À l'aide de logiciels téléchargés sur Internet qui font passer en live une fausse vidéo, on lui fait croire qu'il est en train de discuter pour de vrai

avec la jeune femme. Rapidement, on l'invite à se déshabiller. C'est là qu'on commence à filmer... Pris au jeu, la plupart s'exhibent, certains vont jusqu'à se livrer à des actes intimes devant leur écran. C'est après cet échange que le piège se referme et que le cycle du chantage débute», détaille Hamza en peinant à cacher sa gêne.

«On poste la vidéo sur un compte YouTube privé et on envoie le lien à la victime en la menaçant de le rendre public. On lui explique clairement que si elle ne nous paie pas tout de suite, on diffusera la séquence sur les réseaux sociaux et on l'enverra à toute sa famille et ses amis. Bien souvent, paniquée, la victime finit par payer parfois jusqu'à 10.000 dirhams (environ 1.000 euros)», poursuit le jeune homme.

Business parallèle

L'argent de l'arnaque aurait contribué à faire bouger l'économie d'Oued Zem. Ces six dernières années, le business juteux de la sextorsion a fait fleurir les bureaux de transfert d'argent. Le nombre de cybers et de cafés s'est aussi multiplié dans cette zone classée par le Haut-commissariat au plan (HCP, institution chargée de statistiques officielles au Maroc) comme la région la plus pauvre du royaume.

«Lorsque l'on vit sans emploi, dans la pauvreté la plus extrême – et c'est le cas pour la plupart de ceux qui comme moi se sont lancés dans ce

business –, naturellement on fait tout notre possible pour s'en sortir, pour aider nos familles. Une fois dedans, il est très difficile d'échapper à cet engrenage», confie Hamza avec un long soupir.

De l'autre côté de l'écran, le choc est brutal pour les victimes. Pour la plupart, elles sont originaires des pays du Golfe ou anglo-saxons.

«Nous visons ceux qui paient le mieux», assure Hamza. Un ciblage que confirme l'association marocaine de protection des victimes de webcams et de lutte contre le chantage. «Avant de passer à l'acte, les arnaqueurs font leur petite enquête en scrutant les profils de leurs proies. Ils misent généralement sur des personnes plutôt riches, d'où le choix de pays ciblés», explique le vice-président de l'association. Un constat partagé aussi par «ScamSurvivors.com». Un collectif international qui vient en aide, depuis 2012, aux victimes anglaises et américaines de sextorsion.

Wayne May en est le fondateur. Interrogé par Sputnik, il affirme lui aussi que la région du centre du Maroc est l'une des principales sources de sextorsion identifiées par son collectif dans le monde et qui touchent les internautes anglais. May estime le nombre de maîtres chanteurs marocains à «des milliers».

«Rien que pendant les deux derniers mois, leur nombre a considérablement augmenté, selon nos données», souligne-t-il. Nos interlocuteurs in-

sistent sur l'importance pour les personnes piégées de ne pas céder aux menaces.

«Il faut rester calme et surtout ne pas payer. La peur est le plus grand piège qu'il faut éviter. Sinon, on entre dans un cercle vicieux. Quoi qu'il en soit, il faut surtout en parler dans son entourage au lieu d'encaisser le coup en silence», avisent-ils.

Gare à l'omerta!

Spécialiste dans les affaires de cyberharcèlement, maître Saïd Naoui invite lui aussi les victimes de sextorsion marocaines et étrangères à briser le silence.

Pour lui, l'omerta est l'une des principales raisons qui font perdurer ce crime. Il rappelle que le Code pénal marocain punit, dans son article 447-1, cet acte qu'il qualifie d'odieuse: «L'interception, l'enregistrement, la diffusion ou la distribution de paroles ou d'informations émises dans un cadre privé ou confidentiel, sans le consentement de leur auteur, est sanctionné par une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 2.000 (environ 200 euros) à 20.000 dirhams (près de 2.000 euros).»

Sauf que ni la loi ni les multiples incarcérations qui découlent de son application ne semblent dissuader les arnaqueurs. Comme Hamza, ils sont nombreux à penser que la sextorsion est la seule solution à leur désespoir.

Par Manal Zainabi

Au-delà de la déception, une première judiciaire

La gestion de la tragédie du 4 août a confirmé à quel point le besoin de justice demeure criant au Liban. Dès les premiers jours, la cacophonie judiciaire s'est ainsi ajoutée à l'incurie et à la confusion des autorités, qui ont laissé la société civile en première ligne dans l'aide aux victimes et au déblaiement des dégâts.

Tout cela traduit un vague sentiment de déjà-vu, dénotant le même état de désordre institutionnel que lors de l'attentat dans lequel a trouvé la mort l'ancien Premier ministre Rafic Hariri ainsi que 21 autres personnes, le 14 février 2005. C'est ce crime terroriste que le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) se chargeait de juger depuis le début, en 2014, du procès de cinq (puis quatre) accusés, tous affiliés au Hezbollah. C'est dire si ce verdict, rendu quinze ans après ce crime et deux semaines après le drame du 4 août, était attendu. Et les déceptions qu'à pu susciter sa teneur (une condamnation et trois acquittements) chez de nombreuses parties sont sans doute à la hauteur de cette attente.

Avant même ce jugement, nombreux sont ceux qui voyaient déjà dans cette instance la manifestation d'une « justice sélective ». À la sortie de la guerre civile, une amnistie a effectivement blanchi les responsables des pires atrocités, tandis qu'étaient exclues de la clémence les attaques contre les figures politiques et religieuses. En 2005, une logique similaire semble l'emporter : les victimes lambda des multiples déchaînements de violence post-guerre ne pouvant espérer la même considération juridictionnelle que l'ancien Premier ministre assassiné.

Modus operandi

Et pourtant, il s'agit d'examiner les apports considérables rendus par les travaux du TSL. Notam-

ment au regard de l'appréciation des éléments de preuve présentés. Comme le spécifie la version résumée du jugement : « La chambre de première instance ne détermine pas (...) si les accusés sont "coupables" ou "innocents", mais (...), conformément aux principes du droit international des droits de l'homme, elle n'est tenue que de déterminer leur culpabilité au-delà de tout doute raisonnable » (§41). L'acquittement de trois des quatre accusés faute de preuves concluantes dénote l'attachement des magistrats à ces règles.

En prononçant la culpabilité de Salim Ayache, les juges ont ainsi identifié nommément l'une des personnes impliquées dans le complot terroriste. Il fut également établi qu'il était un partisan du Hezbollah (§57) et que « la Syrie et le Hezbollah auraient pu avoir des raisons d'éliminer M. Hariri et certains de ses alliés politiques » (§57). Les juges ont estimé ne pas pouvoir « ignorer le contexte (politique et historique) de l'attaque comme étant un mobile possible » (§55), tout en reconnaissant que « les éléments de preuve ne permettent pas d'établir de manière affirmative qui les a menés à assassiner M. Hariri ».

Ainsi, si la cour n'a pas engagé la responsabilité du leadership du parti de Dieu dans l'affaire, c'est avant tout par manque de preuves, auquel l'altération de la scène du crime dès le soir même de l'attentat par les autorités libanaises (§85) n'est pas étrangère. En revanche, le jugement relève

le très haut degré d'organisation et de discipline des personnes impliquées dans l'attentat, lequel « souligne l'implication (...) de personnes ayant un point commun tel que l'appartenance à une organisation (...) soudée dans laquelle des agents de confiance se voient déléguer des tâches particulièrement sensibles ».

Les enquêteurs, libanais comme internationaux, ont dû faire face à des obstacles monumentaux, dont le sacrifice du capitaine Wissam Eid assassiné en janvier 2008 – une affaire jamais élucidée par la justice libanaise – pour avoir brillamment mis au jour des indices cruciaux avec son étude des réseaux de télécommunications. Ces efforts ont permis de percer le modus operandi de l'attaque terroriste, ce qui constitue en soi une issue spectaculaire, et désormais connue au regard de tous. Selon le jugement, « dix individus ou plus étaient impliqués dans le complot criminel » (§475), sachant qu'au moins 63 personnes étaient impliquées d'une manière ou d'une autre. Ils établissaient le contact au moyen de mobiles aux lignes prépayées, liées à de fausses identités, et organisés en réseaux de communication voutés secrets.

Ainsi, le principe de colocalisation de différents appareils mobiles a permis d'épingler Salim Ayache dans son « rôle central et leader dans l'exécution de l'attaque » (§553). Ce fil d'Ariane sans lequel « il n'y aurait aucune preuve le liant à l'explosion » (§543) constitue un précédent en

matière de reconnaissance de cyberpreuves pour confondre les intentions criminelles d'un accusé.

Or le simple fait de lever de nombreuses zones d'ombre sur une attaque terroriste d'une telle sophistication tout en aboutissant à une condamnation constituée, en matière d'assassinat politique, une première dans l'histoire du Liban. En sus, cette condamnation apporte un début de reconnaissance aux souffrances des victimes dont la chambre a rappelé la nécessité d'attribution de compensations.

Leçons

D'une certaine manière, ce jugement apporte donc aussi une pierre utile au puissant mouvement de redevabilité qui anime toutes les victimes au Liban, particulièrement depuis la catastrophe du port de Beyrouth. Il y va de l'intérêt national de sortir de la hiérarchisation des victimes pour construire les outils mettant fin à l'impunité.

Ce premier verdict apporte également des leçons de poids sur le plan du contre-terrorisme, dans une région sclérosée par ce fléau. Le modus operandi révélé a mis en lumière des failles monumentales dans le dispositif sécuritaire libanais. Qu'il s'agisse des faits établis (la surveillance, les canaux de communication, les moyens financiers faramineux, etc.) ou non (par exemple l'acquisition des explosifs ou l'identité du kamikaze) par la chambre de première instance, les Libanais sont en droit de savoir si ces

défaillances structurelles ont été résolues, les auteurs n'ayant jamais été inquiétés, ni même soupçonnés.

Par ailleurs, le mandat du TSL inclut aussi trois autres cas appelés à être jugés, à savoir l'assassinat de Georges Haoui, le 21 juin 2005, et les tentatives d'assassinat contre Marwan Hamadé le 1er octobre 2004 et Elias Murr le 12 juillet 2005. Il n'est pas non plus exclu que le procureur fasse appel de l'acquiescement des trois autres accusés de l'affaire Hariri, à condition toutefois de pouvoir entrer en possession d'éléments nouveaux et d'avoir l'opportunité de pouvoir remonter la piste des commanditaires, grands absents du premier procès.

En attendant, il est de la responsabilité des autorités libanaises de tout mettre en œuvre pour arrêter Ayache. Sans véritable effort, les officiels libanais risquent de s'attirer des sanctions internationales, notamment américaines. Dans ce contexte politique et judiciaire, le Hezbollah se confronte à un casse-tête pour tenter de limiter l'impact de cette épée de Damoclès. Fils et héritier politique de l'ancien Premier ministre assassiné en 2005, Saad Hariri pourrait, lui, y voir une brèche lui permettant de remonter en selle après une série de déconvenues qui ont manqué de le propulser hors du jeu politique libanais.

Par Karim EL-MUFTI
Enseignant-chercheur en sciences politiques et droit international, directeur de la Clinique juridique des droits de l'homme à l'Université La Sagesse.

L'addition de l'addiction

Le Maroc est-il en bonne santé? Il ne s'agit ni de thermomètre politique, ni de tablettes chiffrées à caractère économique. D'autres registres d'intervention s'en dédouanent volontiers, sans pour autant en avoir l'exclusivité. Il est question dans ce propos de santé physique et mentale; et de ses répercussions à dimensions multiples. Un réseau associatif, qui a choisi pour thème de militance le droit à la santé, le droit à la vie, vient de réaliser une sorte de check-up axé sur la pathologie médicale de la société marocaine. En clair, une classification des maladies les plus répandues dans nos villes et campagnes. Il en ressort un tableau bien fourni où les troubles psychologiques, voire psychiatriques, trônent en tête de ce classement. On y reviendra après un regard rapide sur les autres atteintes à l'équilibre

sanitaire de la personne.

Plus de 18% des Marocains sont porteurs de maladies chroniques; soit 6 millions 120 mille directement concernés dans une population de 34 millions d'âmes statistiquement avérées. Rien que ce décompte maladif et global renseigne déjà sur l'étendue du mal. C'est d'autant plus inquiétant que la population référence de l'échantillonnage n'a pris en compte que les âgés de 18 ans, pas plus. Autrement dit, la fleur de l'âge porteuse de tous les espoirs d'un lendemain meilleur; ne serait pas physiquement saine. Ils sont 1 million de Marocains à être diabétiques, dont 15 mille enfants. De même que 52 mille de nos compatriotes sont porteurs d'un cancer.

La liste n'est évidemment pas exhaustive. On touche le sommet avec les addictions. La gamme est tristement riche et variée.

Elle a du mal à être couverte par des formules lapidaires tels les troubles de la personnalité, le comportement anti-social, ou le manque de remords qui peut susciter des actes criminels. Les médicaments généralement prescrits par les psychiatres et les psychologues sont connus sous le vocable de psychotropes. Une substance à haute teneur d'accoutumance. Lorsqu'on se hasarde à s'y essayer, on ne peut plus s'en passer. Le piège se referme. Le paradis promis se transforme en descente aux enfers. Ces comprimés diaboliques ne sont pas livrés que par les pharmaciens sur présentation d'une ordonnance médicale. Ils le sont aussi et surtout quasiment sur le trottoir, devant les collèges et les lycées. Les dealers professionnels ne se cachent même plus. La tranche d'âge ciblée est de plus en plus jeune. Une déperdition scolaire d'un

autre type. L'effet de ces capsules sur le système nerveux est ravageur. Aucune structure publique adéquate n'est prévue pour désintoxiquer les victimes. Ces dernières sont pratiquement livrées à elles-mêmes. À Casablanca par exemple, l'unique centre spécialisé n'est accessible qu'au prix de 500 dirhams -jour. Les internés sont libres de partir ou de rester sans un minimum de contrainte. Quant au fameux pavillon 36 psychiatrique de l'hôpital Ibnou Rochd, on en sort dans un état pire qu'à l'admission. Reste le filet familial de solidarité et de sauvetage. Ce filet-là est usé et épuisé. La facture de cette médication totalement importée est salée. Elle revient à plus de 70 milliards. La mafia marocaine a ainsi trouvé un véritable filon. Elle n'est pas prête à lâcher le morceau.

Abdellatif Mansour : Chroniqueur

CHINE

Naissance d'un bébé panda en captivité

Un bébé panda est récemment né en captivité dans la province chinoise du Shaanxi (nord-ouest). Cette femelle de 152 grammes est née le 17 août au Centre de recherche et d'élevage des pandas géants de Qinling, a indiqué samedi le centre. Il s'agit du premier bébé panda né cette année dans le centre, et la mère, Yongyong, âgée de six ans, est la plus jeune mère à donner naissance avec succès à un bébé. Grâce à cette naissance, quatre générations de pandas vivent désormais ensemble, selon le centre. Le nombre de pandas géants en captivité s'élève à environ 600 à l'échelle mondiale, d'après le bilan établi en novembre 2019. Moins de 2.000 pandas géants vivent dans la nature, principalement dans les provinces du Sichuan et du Shaanxi.

FLORIDE

Lâcher de 750 millions de moustiques génétiquement modifiés ?

La société Oxitec va libérer 750 millions de moustiques génétiquement modifiés dans l'archipel des Keys en Floride, au grand dam des associations de riverains. Une façon étonnante et peut-être révolutionnaire de lutter contre les moustiques, qui figurent parmi les animaux les plus dangereux du monde.

Un insecticide OGM grandeur nature

Ces moustiques, exclusivement mâles, ont été conçus avec une particularité : les larves femelles issues de leur descendance ne pourront pas survivre. Or, seule la femelle du moustique pique les humains pour prélever du sang - nécessaire afin de faire éclore ses oeufs - transmettant de nombreuses maladies au passage. Ces 750 millions de moustiques OGM constituent donc un piège biologique de grande ampleur destiné à réduire la population de moustiques dans la région. Les insectes seront libérés sur l'archipel entre 2021 et 2022. Une initiative qui n'est pas du goût des habitants, qui ont lancé une pétition rassemblant déjà près de 235 000 signatures. L'association Friends of the Earth s'inquiète de son côté du potentiel danger pour les animaux qui se nourriraient de ces moustiques OGM, estimant que cette expérience inédite représente un risque disproportionné, comme le relate CNews. Les autorités locales y voient quant à elles un excellent substitut aux tonnes d'insecticides déversées chaque année. Car si certains antispécistes comme Aymeric Caron défendent le bien-être des moustiques, ces derniers représentent un risque sanitaire majeur. En particulier le moustiques-tigre, vecteur de nombreuses maladies comme la dengue ou le virus zika, qui prolifère partout dans le monde à la faveur du réchauffement climatique.

SCIENCE

Le voyage interstellaire est-il envisageable ?

« C'est complètement fou », avait estimé au mois d'octobre dernier, Michel Mayor, prix Nobel de physique 2019.

Un avis partagé il y a quelques jours encore par son comparse, Didier Queloz. « Les étoiles sont tellement loin de nous que je ne pense pas que nous ayons une chance de nous échapper de notre Planète. » Pourtant, certains scientifiques continuent d'étudier tout à fait sérieusement la question. En juin dernier, un premier « atelier interstellaire » a même été organisé par l'Agence spatiale européenne (ESA).

En effet, si Mars semble accessible, notre voisine est cependant déserte, froide et donc, sans réel intérêt pour notre civilisation. C'est pourquoi les chercheurs qui envisagent de « relocaliser » l'humanité pensent plutôt aux étoiles. Même s'il s'agit dans un premier temps de Proxima du Centaure, la plus proche de nous. Une étoile autour de laquelle orbite une planète semblable à notre Terre nommée Proxima b.

Le projet Breakthrough Starshot prévoit d'ailleurs d'y envoyer des sondes de reconnaissance. Des engins ne pesant que quelques grammes et propulsés, depuis notre Planète, par un laser extrêmement puissant. Le tout pour un temps de trajet estimé à une vingtaine d'années seulement. Mais les estimations les plus optimistes prévoient qu'un vaisseau transportant des humains mettrait 1.000 ans -- voire plus -- à arriver à destination.

Combien de personnes embarquer dans un voyage interstellaire ?

On comprend donc aisément que la question de la faisabilité d'une telle expédition se pose à bien des niveaux. Aussi bien d'un point de vue de la technologie que de la biologie, de la psychologie, de la sociologie ou même de la philosophie.

Frédéric Marin, un astrophysicien de l'université de Strasbourg (France), a estimé utile, comme point de départ, de se questionner



quant à la taille de l'équipage initial d'un voyage interstellaire. Se basant sur des données biologiques, anthropométriques, anthropologiques et mathématiques, il a mis au point un logiciel capable de simuler la croissance d'une population humaine isolée et de prédire sa diversité génétique après plusieurs générations. C'est ainsi qu'en 2018, il a calculé que seulement 98 personnes suffiraient au départ de la Terre pour peupler Proxima b après 6.300 ans de voyage.

Le chercheur s'est ensuite intéressé à la taille -- et plus largement à la géométrie -- de l'engin nécessaire à une telle expédition. Du point de vue de l'espace nécessaire pour ses habitants, mais aussi de l'espace nécessaire à la production de nourriture. Il suggère d'opter pour un cylindre de 25 mètres de haut, mais d'un rayon de 224 mètres. Un cylindre en rotation qui permettra de recréer une gravité artificielle indis-

pensable au bon fonctionnement biologique de l'être humain.

Des difficultés insurmontables ?

Parmi les autres questions qui se posent, notons par exemple celles soulevées par Neil Levy, chercheur en philosophie et en éthique à l'université d'Oxford (Royaume-Uni) notamment. Avons-nous le droit d'imposer à plusieurs générations le choix d'une seule de quitter la Terre dans un voyage sans retour ? Avons-nous le droit de contraindre leur avenir aux quelques carrières seulement accessibles à bord ?

Des linguistes estiment quant à eux que, même si l'on continuait à les enseigner à bord, les langues dériveraient vers un dialecte unique à chaque vaisseau unique. Ce qui poserait problème si plusieurs engins devaient se retrouver à terme sur une planète éloignée. Et c'est sans parler des ressources économiques et maté-

rielles dont nous aurions besoin pour construire de telles missions interstellaires. Notre Terre n'y suffirait pas, affirment certains spécialistes.

Autant de raisons qui font que beaucoup estiment l'entreprise totalement irréaliste. « En 50 ans, nous ne sommes pas allés plus loin que dans les années 1960. Alors, imaginez ce que nous ferons dans 50 ans... », ironise Paul Sutter, astrophysicien à l'université de l'État de l'Ohio (États-Unis), soulignant tant les difficultés techniques que les coûts d'hypothétiques missions interstellaires. Quant à Avi Loeb, le président du comité consultatif du projet Breakthrough Starshot, il estime l'entreprise bien trop risquée. Et préfère envisager la colonisation de l'univers par le biais d'intelligences artificielles capables de construire ailleurs, des cellules biologiques qui permettraient, en quelque sorte, à la vie de repartir de zéro.

PALÉONTOLOGIE

Un fossile de reptile dans l'estomac... d'un plus grand fossile

Des paléontologues ont découvert dans l'estomac d'un grand reptile marin fossilisé appelé ichthyosaure, qui ressemblait à un dauphin et nageait dans les océans il y a plus de 230 millions d'années, le fossile d'un autre animal, semblable à un lézard des mers et presque aussi grand que lui, appelé thalattosaure. La présence de la proie dans l'estomac renforce une hypothèse sur le rôle de l'ichthyosaure dans l'écosystème d'alors: l'animal, qui mesurait environ cinq mètres de longueur, était sans doute un prédateur. "L'étude suggère qu'un plus grand nombre d'ichthyosaures que nous le pensions étai-

nourrissaient de proies grandes comme des humains ou plus", dit à l'AFP Ryosuke Motani, professeur de paléobiologie à l'université de Californie à Davis, et coauteur de l'étude parue jeudi dans la revue iScience. "La plupart des grands ichthyosaures que nous connaissons avaient des dents peu tranchantes, et l'on croyait donc qu'ils se nourrissaient de calmars", ajoute le chercheur. Mais la présence d'une proie de quatre mètres (avalée ici sans la tête et la queue) montre qu'il était sans doute autant prédateur que les crocodiles, dont les dents sont peu tranchantes mais qui sont capables de capturer des proies avec leurs puissantes mâchoires. Le grand fossile avait été découvert en 2010

dans une falaise du sud-ouest de la Chine, dont il avait été extrait l'année suivante. Les scientifiques ne peuvent pas être certains qu'il était un prédateur plutôt qu'un charognard, mais des indices font pencher la balance en faveur de la première option. "Il n'y a aucun signe de pourrissement de la proie: s'il s'agissait d'une carcasse en décomposition, les doigts ne seraient plus attachés au corps", dit Ryosuke Motani. En outre, la queue du thalattosaure a été retrouvée plusieurs mètres à côté, accréditant l'idée qu'elle ait été mordue et arrachée par le prédateur. Mais l'ichthyosaure est sans doute mort peu après son dernier repas.

Les dauphins meurent désormais tout au long de l'année

Le phénomène a débuté fin juillet 2020. Par dizaines, des dauphins communs se sont échoués sur les plages de Bretagne sud.



Depuis, les signalements de cadavres ne cessent pas avec une zone critique de 10 kilomètres de long entre la pointe de Penmarch et la baie d'Audierne", précise Hélène Peltier, chercheuse à l'observatoire Pelagis de surveillance des échouages de cétacés à l'Université de la Rochelle (Charente Maritime). Les blessures des animaux ne laissent guère place au doute : les dauphins sont des prises accessoires et non voulues de la pêche. Comment expliquer cette hécatombe ? Les chercheurs se sont rapprochés des pêcheurs qui reconnaissent voir plus de dauphins mais ne semblent pas non plus pouvoir donner d'explication. "Il est possible que ces mammifères soient en chasse des sardines et aient choisi dont ils se nourrissent sur les zones de pêche", suppose Hélène Peltier. L'ONG Sea Shepherd a en tout cas décidé de patrouiller en Bretagne lors d'une opération "Dolphin bycatch" pour surveiller

les pratiques des bateaux. C'est la première fois que l'ONG se lance dans une opération l'été.

Difficile de connaître les pratiques de pêche en pleine mer

Depuis trois ans, c'est en hiver que Sea Shepherd sort pour photographier les pêcheurs au travail. Car c'est de décembre à mars et dans le Golfe de Gascogne que la mortalité est la plus importante.

"Comme les pêcheurs ne donnent pas ou peu de renseignements sur leurs pratiques en mer et qu'ils refusent d'embarquer des observateurs, nous sommes bien obligés d'aller sur ces zones pour les observer sans pour autant les gêner dans leur travail, précise Lamya Essemli, présidente de Sea Shepherd France. Certains l'acceptent, d'autres moins".

Le réseau scientifique Pelagis en sait encore beaucoup moins sur ce qui se passe en mer et en est réduit à compter sur les découvertes de cadavres faites sur les plages par les

promeneurs. "Jusqu'en 2017, on constatait autour de 800 échouages en hiver, puis nous sommes passés à 1200 et depuis, ça ne rebaisse pas, constate Hélène Peltier. En mars 2020, juste avant le confinement, nous en étions déjà à 1100 animaux morts dont 70% portent des blessures dues aux engins de pêche". Ces dépouilles ne représentent qu'une infime partie des décès puisque bon nombre d'animaux blessés coulent. Pelagis estime ainsi que plus de 11 000 cétacés meurent tous les ans sur les côtes françaises. La situation empire donc si bien que la Commission européenne comme les ONG réagissent pour faire pression sur les Etats responsables de cette situation, dont la France, et ce même si l'espèce *Delphinus delphis* n'est pas en danger d'extinction selon l'UICN.

Dès décembre, les ONG réunies au Parlement de Strasbourg citaient quelques Etats coupables de ne pas respecter les règlements euro-

peens. La réduction des prises accessoires de la pêche fait en effet partie des directives habitat de 1992 et est partie intégrante de la politique commune de pêche. En février 2020, le commissaire européen à la pêche, Virginijus Sinkevičius demande par courrier à la Commission internationale pour l'exploitation des mers (CIEM), l'instance scientifique qui conseille la Commission européenne sur les quotas de pêche) de vérifier si les assertions des ONG prônant une fermeture de la pêche l'hiver était bien une mesure efficace. Le 26 mai, le CIEM répond positivement. Plus que des mesures d'éloignement des dauphins par des signaux acoustiques produits par des ping-pong, c'est bien la fermeture de la pêche sur les zones les plus sensibles et sur la durée de l'hiver qui serait la plus efficace. Les ping-pong auraient pour effet d'éloigner les cétacés de leurs zones de nourrissage et contribueraient donc à les affamer.

SYSTÈME SOLAIRE

Un petit astéroïde est passé à 3000 km de la Terre

Un astéroïde long de trois à six mètres est passé à 2.950 km de la Terre dimanche 16 août 2020, selon la Nasa, qui annonce qu'il s'agit de l'astéroïde le plus proche à avoir jamais été observé passant près de notre planète.

S'il était entré en collision avec notre monde, l'astéroïde, baptisé 2020 QG, n'aurait probablement pas fait de dégâts, mais sa désintégration dans l'atmosphère aurait sans doute créé une boule de feu dans le ciel, un météore, explique le Jet Propulsion Laboratory (JPL) de la Nasa dans un communiqué mardi. Le caillou est passé au-dessus du sud de l'océan Indien dimanche à 04H08 GMT à une vitesse de 12,3 kilomètres par seconde, à une distance bien en-dessous de l'orbite géostationnaire d'environ 36.000 km où volent la plupart des satellites de télécommunication. L'astéroïde a en réalité été repéré six heures après son passage, par le Zwicky Transient Facility, un télescope à l'observatoire Palomar de l'université Caltech, en Californie, comme un long trait lumineux dans le ciel.

L'agence spatiale américaine estime que des astéroïdes de cette taille frôlent la Terre à cette distance quelques fois par an. Mais ils sont difficiles à repérer, à moins qu'ils ne se dirigent directement sur le globe, auquel cas l'explosion dans l'atmosphère est généralement remarquée, comme à Tcheliabinsk, en Russie en 2013, quand l'explosion d'un objet d'environ 20 mètres avait fait voler en éclats les vitres sur des kilomètres, blessant un millier de personnes. La Nasa a parmi ses missions de repérer les astéroïdes, bien plus grands (140 mètres), qui menacent réellement la Terre de destructions, mais ses appareils surveillent aussi les plus petits. "C'est vraiment cool de voir un petit astéroïde se rapprocher si près, car on peut voir la gravité terrestre courber sa trajectoire", explique Paul Chodas, directeur du centre d'étude des objets proches de la Terre à la Nasa. Selon les calculs du JPL, l'astéroïde a fait un virage de 45 degrés à cause de notre planète.

INDONÉSIE

Un python de sept mètres a avalé une femme

Lhistoire remonte à juin 2018. La police indonésienne avait annoncé une macabre découverte dans un petit village de l'île de Mun, au sud-est des Célèbes. Jamais rentrée d'un déplacement jusqu'à son potager, une femme âgée de 54 ans a été retrouvée morte après son ingestion par un python géant, long de près de sept mètres.

La réalité est parfois bien plus cruelle que la fiction. Alors qu'à la fin du roman "Les Aventures de Pinocchio" le petit pantin de bois survit à son ingestion par un requin, c'est un sort bien plus funeste qu'a connu une quinquagénaire en Indonésie. Originnaire de Persiapan Lawela, un village de l'île de Mun, au Sud-Est des Célèbes, Wa Tiba a en effet trouvé la mort après avoir été littéralement ingurgitée par un python géant. La découverte de sa dépouille a eu lieu en juin

2018, le lendemain de sa disparition. Inquiets de ne pas la voir revenir de son jardin potager à la tombée de la nuit, ses proches et ses voisins ont très vite décidé de partir à sa recherche. Comme traces de son passage, les participants de la battue n'ont pu déceler que la machette et les sandales de la malheureuse disparue âgée de 54 ans.

Un animal suspect

Mais à une trentaine de mètres de là, les habitants du petit village indonésien ont fini par rencontrer une créature pour le moins impressionnante : un python géant de près de sept mètres de long. Détail intrigant : l'animal était à ce point enflé qu'il paraissait avoir ingurgité une proie d'une taille assez conséquente. Une intuition à l'origine de la découverte du corps sans vie de Wa Tiba.

"Les riverains suspectaient que le serpent ait avalé la victime, ils l'ont donc tué et l'ont emporté en dehors du jardin", retrace le chef de la police locale, qui poursuit : "Le ventre du serpent a ensuite été ouvert et le corps de la victime retrouvé à l'intérieur". Détail macabre fourni par l'officier : la victime a été avalée tête la première par le python. Son corps n'aurait toutefois subi aucun dommage malgré son ingestion par l'animal.

Un accident peu fréquent

Ce type d'évènement dramatique demeure relativement rare, malgré la présence de nombreux pythons géants en Indonésie. La quinquagénaire semble en effet avoir tout avoir été victime de la situation particulière de son potager, niché au pied d'une falaise rocheuse constituée de cavernes connues pour

être autant d'abris potentiels pour les pythons. Ces serpents constricteurs ne se nourrissent le plus souvent que de petites proies, les grosses nécessitant des efforts bien plus conséquents pour les reptiles. Les attaques contre des êtres humains sont donc très peu fréquentes, même si des précédents ont déjà fait la une des journaux, et notamment celui d'un jeune fermier indonésien tué lui aussi par un python en mars de l'année dernière.

Quelques années auparavant, en 2013, un vigile exerçant sur l'île touristique de Bali avait lui aussi été victime de l'attaque d'un python, dans l'enceinte même d'un hôtel de bord de plage cette fois. Aussi paradisiaque qu'elles soient, les îles indonésiennes n'en demeurent pas moins des zones où la faune sauvage peut parfois rappeler à l'Homme qu'il est lui aussi une espèce vulnérable.

TÉLÉ

CANAL+ Mrs. America

21h05



Lors d'un meeting à Boston, Phyllis Schlafly est entarté par un inconnu se trouvant dans l'assistance.

TF1 SERIES FILMS Dr House

21h00



Son équipe partie, House est à présent seul et doit établir le diagnostic d'une patiente

Pacific Rim Uprising

21h05



Dix ans ont passé depuis que les humains sont parvenus à vaincre les précurseurs, des extraterrestres.

france.4 Pourvu qu'il soit heureux

21h05



Camille, la vingtaine, mène une existence des plus tranquilles.

VISION



france.2 Motive: Le mobile du crime

21h05



Chelsea Richmond, chef pâtissière, a récemment quitté la Floride pour s'installer à Vancouver.

C8 Inspecteur Barnaby

21h12



Un deuil frappe l'aéroport privé de Finchmere.

M6 Alad'2

21h05



Aladin ne peut s'empêcher de poursuivre ses activités de voleur et tente de vider les caisses du palais royal.

Dynamite : BTS bat encore le record de la vidéo la plus vue en 24 heures sur YouTube



Comment une chanson peut-elle devenir un tube en seulement quelques heures ? Réponse : grâce à la force de frappe de sa communauté de fans. Ce vendredi, le groupe de K-pop BTS a dévoilé le clip de son nouveau single, «Dynamite», premier extrait d'un nouvel album à paraître. Ce serait un euphémisme d'affirmer que ce titre était attendu, puisque la vidéo a été visionnée 98,3 millions de fois en une journée, devenant la vidéo la plus vue en 24 heures sur YouTube. Grâce à ce score, BTS parvient à détrôner un autre groupe de K-pop, Blackpink, et ses honorables 86,4 millions de vues en une journée. Ce n'est pas la première fois que le boys band parvient à décrocher ce titre, établissant déjà un record l'an dernier avec « Boy With Luv ». Dans ce nouveau clip, les sept garçons chantent (en anglais) leur volonté de répandre la joie et la bonne humeur grâce à des sonorités pop et disco. De quoi se consoler d'avoir annulé les premières dates de leur tournée en Corée du Sud en raison du Covid-19. En attendant de remonter sur scène, BTS lancera un nouvel album prochainement. Ce sera leur deuxième de l'année, après la sortie de Map of The Soul : 7 en février, un disque qui s'était écoulé à plus de cinq millions d'exemplaires dans le monde. Un autre record.

Quotidien National d'Information
Edité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication
Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

CINQ MOIS PLUS TARD

La 23e édition du Festival de Malaga a ouvert ses portes

La ville de Malaga est devenue l'épicentre du cinéma de langue espagnole. C'est le premier grand festival de cinéma à se tenir en Espagne, depuis le début de la crise sanitaire.

La 23e édition du Festival du Film de Málaga se déroule du 21 au 30 août, des mesures de sécurité spéciales sont mises en place et moins d'activités organisées. Il s'agit de la première rencontre tant recherchée du cinéma espagnol après la stagnation provoquée par la récente pandémie. Comme le disait le directeur du festival, Juan Antonio Vigar « nous pouvons en grande partie garder les films que nous avions prévu de montrer, et ceci est un hommage à l'affection avec laquelle le secteur soutient le Festival de Malaga. Le nouveau format plaidera pour l'un de nos piliers, l'exposition, en laissant les foules de côté ». C'est sur la projection de "Le Mariage de Rosa" d'Iciar Bolain que l'événement a débuté vendredi. La clôture sera marquée par le film argentin *El robo del siglo*, d'Ariel Winograd. Dans la section Malaga Premiere, plusieurs œuvres se démarquent, dont *Eso que tú me das*, un documentaire de Jordi Évole et Ramón Lara sur le musicien décédé Pau Donés; *La mort de Guillem*, de Carlos Marques-Marcet (lauréat du Malaga Talent Award - La Opinión de Málaga), le film de non-fiction *Dehesa*, el bosque del linco ibérico (Espagne / Portugal), de Joaquín Gutiérrez Acha; la comédie andalouse *Mi gran despedida*, d'Antonio Hens et Antonio Álamo; *75 jours*, par Marc Romero; le drame *Isaac*, premier film en tant que cinéaste d'Ángeles Hernández et David Matamoros;



et le film en noir et blanc *A Stormy Night*, de David Moragas, en plus de la série télévisée *HIT*, dont le premier épisode a été dirigé par Joaquín Oristrell. La section officielle contient des titres de nouvelles œuvres de Daniel Calparsoro, le film de vol *Sky High*; le dernier par David Trueba, *A este lado del mundo*; le film profond *Schoogirls*, par Pilar Palomero; une nouvelle œuvre d'Esteban Crespo, *Black Beach* (Espagne / Belgique), avec Raúl Arévalo et Candela Peña; *The Sea*

et les festivals, avec tous les protocoles. Pour donner au cinéma le coup de pouce dont il a besoin aujourd'hui. Nous avons besoin qu'il soit un espace sûr. C'est un test, le succès de ce festival devrait en aider d'autres à reprendre vie", raconte Álvaro Cervantes, acteur et membre du jury. Le succès de l'événement sera scruté de près, et déterminera l'avenir d'autres festivals européens, comme celui de Venise ou de Saint-Sébastien.

Synthèse / Zineb.N

ECOSSE

Bendouda participe au Sommet international de la Culture d'Edimbourg

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a pris part, samedi par visioconférence, à la session 2020 du Sommet international de la Culture d'Edimbourg en Ecosse. Mme Bendouda a met l'accent, dans son allocution, sur "l'importance de la culture à la lumière de la crise sanitaire actuelle et son rôle dans la préservation et le renforcement des liens sociaux et la diffusion de l'espoir en un meilleur avenir", selon un communiqué du ministère.

Le Sommet a abordé trois thèmes, à savoir "la culture et l'enseignement", "la culture et la cohésion sociale" et "la culture dans les communautés vibrantes". Les participants ont examiné, en outre, le rôle prédominant et le potentiel de transformation de la culture dans les principaux aspects de notre vie, notamment à la lumière de la pandémie Covid-19. Des experts et des spécialistes dans nombre de domaines, à l'instar de la culture, l'économie,

l'enseignement, l'architecture, la médecine ainsi que des ministres de la Culture des différents pays du monde ont pris part à ce Sommet. Biennuels, depuis 2012, les Sommets internationaux de la Culture d'Edimbourg se tiennent au mois d'août au niveau du Parlement écossais par le Festival international d'Edimbourg. En raison de la pandémie Covid-19, les organisateurs ont été contraints d'organiser une session virtuelle.

APS

Brèves

Tlemcen: clôture du salon international virtuel de la photographie

Le salon international virtuel de la photographie organisé sous le thème "Planète de l'art" pour la promotion du tourisme a pris fin samedi à Tlemcen. Le salon a permis d'exposer sur les réseaux sociaux des photos sur le patrimoine immatériel, les sites archéologiques et les arts plastiques. Ces œuvres ont été sélectionnées par un jury composé de photographes professionnels membres de l'association. La manifestation, organisée du 2 au 21 août courant, a vu la participation de 600 photographes professionnels et amateurs de 26 pays. Le but étant de faire la promotion du tourisme, mettre en lumière le legs culturel de chaque pays, faire connaître des sites archéologiques et encourager des photographes à s'intéresser au patrimoine à travers leur pratique quotidienne. Quelque 2.000 photos ont été proposées à ce salon. Elles portent sur des paysages naturels, des sites archéologiques, historiques et touristiques, des costumes traditionnels, des us et coutumes en plus de photos d'œuvres d'art plastique, de calligraphie et autres, selon M. Chekroun Abdalkader, chef du bureau de Tlemcen de l'association "Réseau algérien de l'information culturelle". Il est prévu de mettre sur pied d'autres expositions de photos à partir de septembre prochain pour faire connaître certaines œuvres de photographes participants nationaux et étrangers, a-t-il indiqué.

APS

Création du club des artistes algériens à Oran

Un club des artistes algériens a été récemment créé à Oran. Il se veut un espace pour la promotion de l'art algérien et faire connaître davantage les artistes. Le club des artistes algériens est ouvert à tous les artistes versés dans divers domaines culturels et artistiques. Il a été mis en place jeudi à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du moudjahid, a souligné Sidi Mohamed Belfadel, le président syndical de l'artiste dramatique et cinématographique de la wilaya. Cet espace artistique vise à commercialiser via Internet le produit artistique national, comme il ambitionne de lancer sur les réseaux virtuels une émission "Sous les projecteurs" pour faire connaître le parcours des artistes, leurs œuvres et leurs projets. A l'occasion de la création du club, deux hommages ont été rendus au défunt Sirat Boumediène, un comédien au riche parcours artistique, décédé le 20 août 1995, et à Missoum Saïd, doyen des artistes à Oran et marionnettiste de renom. Des diplômes d'honneur ont été remis aux lauréats du concours dédié à la défunte Malika Nedjadi (1967-2019) et aux jeunes comédiens ayant bénéficié d'une formation en théâtre, option ombres chinoises.

APS

Netflix célèbre les voix noires de la littérature jeunesse

La plateforme de streaming Netflix annonce le lancement de "Bookmarks : Celebrating Black Voices" (Les marque pages : célébrer les voix noires) pour le 1er septembre. Il s'agit une collection de 12 épisodes de cinq minutes, mettant à l'honneur des célébrités et des artistes noirs lisant à voix haute des livres jeunesse d'auteurs noirs. Les livres choisis évoquent les discriminations auxquelles ils sont confrontés et ils sont destinés à susciter des conversations adaptées sur l'empathie, l'égalité, l'amour-propre et l'antiracisme... Lupita Nyong'o, actrice oscarisée, lira son propre livre *Sulwe*, illustré par Vashti Harrison, Tiffany Haddish lira *I Love My Hair* de Natasha Anastasia Tarpley, Grace Byers lira son titre *I Am Enough*, illustré par Keturah A. Bobo et Jacqueline Woodson fera la lecture de son livre d'images, *The Day You Begin*.

R.C

MASQUES ET DISTANCIATION

Le festival de Venise se blinde face au virus

La Mostra de Venise, qui sera du 2 au 12 septembre le premier grand festival de cinéma depuis le début de la pandémie, a dévoilé un vaste plan de prévention dans un contexte préoccupant de résurgence du virus en Europe. Le site du plus vieux festival de cinéma au monde, qui se déroule sur le Lido de Venise en bord de mer, "sera accessible aux participants et au public par neuf entrées donnant sur les rues ou la lagune,

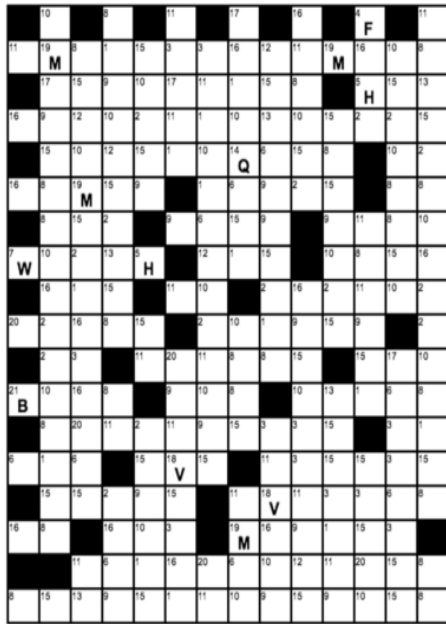
équipées de scanners thermiques". "Des gels désinfectants seront mis à disposition du public partout: salles de projection, entrées, couloirs, lieux de réunion...", et le port du masque sera obligatoire "dans les salles de projection, aussi bien dans la file d'attente que pour se rendre à son siège et durant toute la projection", de même que "dans toutes les zones extérieures du périmètre du festival. En outre, "le public et les visiteurs accrédités devront réserver leur place en

avance en ligne. Les équipes des films représentés à Venise "se verront proposer un système de transport pour éviter les rassemblements", et comme chaque année, "un service médical d'urgence sera à la disposition du public". L'ampleur et le détail de ces mesures montrent que la direction du festival tient absolument à éviter un scénario catastrophe qui verrait le Lido se transformer en foyer de contagions. Face à la pré-

mière vague du coronavirus, le festival de Cannes avait dû annuler son édition 2020, et Venise s'annonce donc comme les retrouvailles post-Covid du cinéma mondial. Cette année, 18 films du monde entier, du Mexique à l'Azerbaïdjan en passant par Israël, sont en lice pour le prestigieux Lion d'or du meilleur film, qui sera décerné par un jury présidé par la star australienne Cate Blanchett.

AFP

Mots placés N° 30



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21
F H W Q V M B

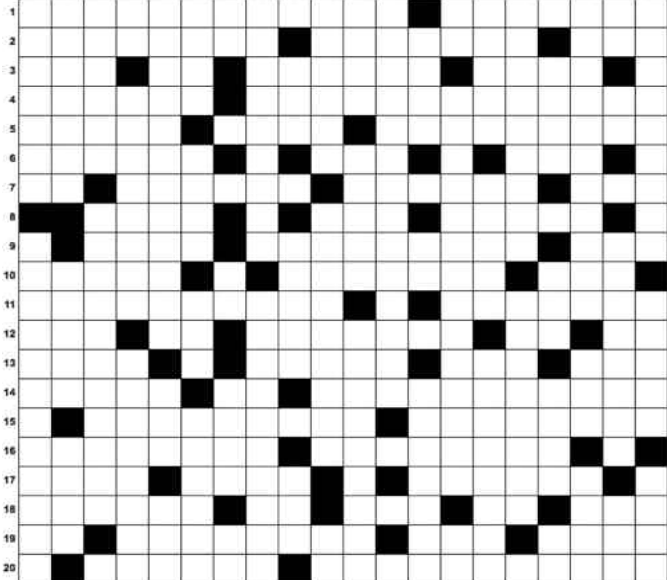
insolite

Des bruits à rendre malade

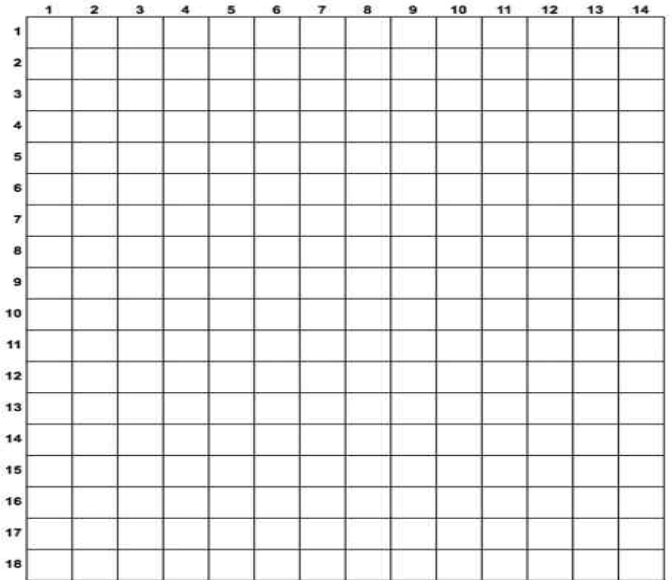
Nous sommes en décembre 2016. Un agent de la CIA se rend au bureau médical de l'ambassade américaine de La Havane, à Cuba, se plaignant de nausées, de maux de tête et d'éourdissements. Quelques jours plus tard, d'autres agents affirment souffrir des mêmes désagréments. Vers la fin de 2018, ce sont 28 Américains et 13 Canadiens qui ont des nausées, une perte d'audition, du vertige, des saignements de nez et des difficultés à être attentifs. Dans tous les cas, les victimes affirment que les symptômes ont débuté suite à un bruit étrange entendu à l'hôtel ou à leur domicile. L'une d'entre elles affirme que le son était aigu. Une autre décrit « un rayon sonore pointé vers leurs chambres ». Certains insistent sur le fait que le son ressemblait à celui que font des billes roulant au sol. Ces maladies déconcertent le corps médical. Les médecins de l'université de Pennsylvanie qui ont examiné certains des patients posent un diagnostic semblable à la commotion cérébrale, tout en étant incapables d'en trouver le moindre signe. Nous savons ce que vous devez penser : c'est le gouvernement cubain qui est derrière tout ça, n'est-ce pas ? Les Cubains ont rélégué avec insistance toute responsabilité dans l'affaire, et plusieurs enquêteurs américains les ont crus. La raison : on ne savait toujours pas ce qui avait rendu ces gens malades. S'agissait-il d'un nouveau type d'arme ? La CIA affirme ne connaître aucune arme capable de provoquer de tels symptômes. Et pourquoi pas des ultrasons ? Selon une des théories, une paire de dispositifs d'écoute secrète situés trop près l'un de l'autre par les agents cubains pourrait produire une telle réaction. Un peu comme le son de retour, lorsqu'on se tient trop près d'un micro. Toutefois, le FBI

n'a rien trouvé qui prouve une telle affirmation. En fait, les ultrasons sont inaudibles pour l'humain. Des enregistrements sonores offerts par quelques-unes des victimes n'ont fait qu'embrouiller la chose. Deux scientifiques ayant analysé les enregistrements prétendent qu'il s'agit du chant d'un grillon mâle. L'un d'entre eux, Alexander Stubbs de l'université de la Californie, à Berkeley, affirme que ces insectes sont très bruyants. « Vous pouvez les entendre de l'intérieur d'un camion diesel roulant à 65 kilomètres à l'heure sur l'autoroute ». Malgré cela, les scientifiques ignoraient toujours pourquoi des sons ont pu provoquer ces maux chez l'humain. Peut-être que ce n'était que de l'anxiété. « Cuba est un poste très stressant, très dangereux », indique un ex-haut fonctionnaire de l'ambassade américaine au site propublica.org. Les diplomates sont prévenus « qu'il y aura de la surveillance. Il y aura des appareils d'écoute dans votre résidence, et probablement dans votre voiture. Ceci place certaines personnes dans des comportements d'anticipation, avec une charge mentale d'anxiété. » Cela est vrai, mais comment expliquer les événements survenus en Chine ? En mai 2018, un Américain attaché au consulat situé à Guangzhou reçut un diagnostic similaire, tout aussi mystérieux. Une quinzaine d'Américains furent alors évacués. Si la cause de ces lésions cervicales d'origine probablement aérienne demeure un mystère, les conséquences sont, elles, bien claires. Les Américains rappelleront 60% de leur diplomatie cubaine et expulseront 15 diplomates cubains de Washington. Ces sons mystérieux pourraient être les coups de semonce d'un nouveau type de guerre froide.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20



Grille muette N° 31



Horizontalement

2 Électeur de Hollande.3 Onychophores.- Grande école.4 A pris le parti du PC.5 Relatifs à l'essence.- Petit pouce.6 Fils d'Ida ?- Pièce des misérables.- Innocent.7 Pièce d'Oe.- Faire l'âne.- Compositeur italien.8 Cabestan.- Appareil informatique.- Commune du Tessin.9 Souffle.- Sa tour est suisse.- Saint breton.10 Amène au salut.- Mettre un N.11 N'est plus dans le quartier.- Corvidé.- Inflorescence simple.12 Mémoire du PC.- Plaisirs littéraires.- Temps fort dans un vers.13 Leporello.- Lettres de lettre.14 Dieu Soleil.- Dans l'Oise.- Localité somalienne.15 Dans le 53, côté est.- Île de l'ambre.16 Côte.- Du roman.- L'Homme par définition.17 Amènen automatiquement.18 Dicastères si d'Etat.

Verticalement

2 Procèdent par touches.3 Spécialiste du dépôt.- Lettres de Debieine.4 Sortent du sifflet.- Possessif.- Le boucher du Darfour.5 L'un de nos voisins.- Ville basque.- Quenotte.6 Montât avec Abondance.- Pluvier à collier.7 Universaliste.- Syllabe shadok.8 Petit récipient.- Dans le 44.- Condamné au silence.9 Se prolongent le long de la tige.- Blanchisserie.10 S'est mis au vert.- Hase ou ânesse.11 Vient d'une fève.- En face du Yémen.12 Sèche-cheveux.- Oreille d'homme.- Réduit les dimensions.13 Comprend la Touba.- Envahie.14 Aiment prendre de la hauteur.- Chemises brunes.

Mots croisés grille N° 32

Horizontalement

1 Voisins des chaconnes.- Fatigant.2 Sortis de Strasbourg.- Enlevaient.- Modèle de nudité.3 Politique économique décriée par Lénine en 1920.- Héros de Brecht.- Ville du Doubs.- Ses vents étaient bien connus.4 Point de chute pour une arche.- Elles font la loi, pas forcément chez elles.5 Gros porteur.- Recherche artistique.- Commune en 88.6 Comme des mules.- Incolore, inodore et sans saveur.- Affluent de la Drôme.7 Bretonne disparue en mer.- Coupée sur le court.- Écrit de cinéma.- Art des rues.8 Affluent de la Dordogne.- Langue bantoue.- Fille de famille.9 Midi mal sonné.- La terreur des fourmis.- Villa au sud.10 Tripes et boyaux.- Ne sert qu'une fois.- Carburant.11 Inactive.- Endormit sans chanter.12 Endroit précis.- Entrée en Espagne.- Cabosser.- Négation pouvant être doublée.- Facteur.13 Sandale d'été.- Prix Nobel de littérature en 48.- Minimum de savoir.- Amiral ou architecte japonais.14 Héroïne sauvage.- Arrière en avant.- Cuisiner.15 Délices italiens.- Et ne lâchent pas.16 Ad libitum.- Insolent.17 En Asie du Sud-Est.- À chacun de tenir le sien.- Dite par un inculte.18 A perdu son h en passant de Victor à Giuseppe.- Mot d'enfant.- N'est donc plus.- Conduit de mine.- Page.19 Belle fille à moitié.- Éparpiller populairement une foule.- Attend ses galons.- Haut lieu philosophique antique.20 Estacades.- Lettres d'information numériques.

Verticalement

1 Sanction suprême au foot.- Assure l'intendance.2 À éviter pour faire sérieux.- Bise.- De bas en haut : barque malaisienne.3 Creusant.- Ne manque pas au menteur.4 Les limites du soir.- Plus souvent recherchée que trouvée.- Cause de chute sur glace.5 Spécialiste de la peinture à l'eau.- Commune italienne de la province de Chieti.- Sans bavure.6 Pas cru.- Va bien.- Divinité nordique.- Couvre.7 Noir et blanc pour Arthur.- Note.- Fruiter tropical.- Île de l'Atlantique.8 N'est pas fait pour rassembler.- Portugaises, notamment.9 Pièce maîtresse de la pouliche.- Façon d'attraper (deux mots).- Écart boursier.10 Jeu provençal.- Absent provisoire ?- Dedans.11 Au bord de la ruine.- Très en musique.- Subalterne (deux mots).12 Assurément (trois mots).13 Commune marocaine.- Miroir pyrénéen.- Couches.14 Chemin de halage.- Grosse boutique.- Club des gones.15 Pic pyrénéen.- Jamais certains.- Recherché par tous.16 Spécialistes de la jalousie.- Opposé.17 Marlène dans la chanson.- Qualifie certaines têtes.- Inné mais pas comme il faut.- Ajoute.18 Superbe chanson de Ferré (trois mots).- Mine épointée.- Film avec Isabelle Huppert.19 Séparé de sa mère.- Au coeur du réel.- Préviennent.- Hier moins un.20 Peuvent produire des nattes.- Pantalon court.- Vident les cités.

Du combat, seuls les lâches s'écartent.



Homère

www.citation-celebre.com

Sudoku n° 31

		6	5		9	7		
	1	8		7			5	
5	3				9	8	6	
6			2	7			8	
	2			4			3	
4			3		1			5
7	5	4				8		1
	6			1		5	9	
		1	7		6	3		

ça s'est passé un...24 Aout

79 av jc : l'éruption du Vésuve détruit Pompei



La chronique France Info y était évoquée aujourd'hui une catastrophe terrible, mais bénie par les historiens et les archéologues : l'éruption du Vésuve qui détruisit Pompei et Herculanium le 24 août de l'an 79. La veille, les habitants ont été secoués par une déflagration énorme et une colonne de fumée a commencé à s'élever du Vésuve. Surprise et incompréhension : personne ne savait alors qu'il s'agissait d'un volcan et signes précurseurs n'ont pas pu être correctement interprétés.

Pompei vivait au pied d'une montagne. Son sommet arrondi était couvert de forêts giboyeuses, représentées sur les peintures ornant les riches villas de cette Campanie. Felix la Campanie heureuse, surnom de la région à Rome. Comment dès lors comprendre ce qui se passe ? Pourquoi une montagne se mettrait-elle à cracher cet immense panache de cendres qui monte vers le ciel ? Cette pluie de pierres va-t-elle s'ar-

rêter ? Certes, la région a déjà connu des tremblements de terre. Les traces de celui de 62 ne sont pas encore effacées, et nombre d'habitants de Pompei ont été s'installer ailleurs par peur des séismes, dépeuplant la ville. Mais comment imaginer que c'était là un signe avant-coureur ? Vu de loin, personne n'imaginait le drame qui se jouait à Pompei, Herculanium, Oplontis, Stabies. L'immense colonne de fumée en forme de pin parasol, les navires de l'amiral Pline qui tentent d'approcher, des phénomènes inquiétants : des grondements sont entendus en pleine nuit, des nuages furieux dévalent les pentes du volcan comme des vagues énormes. Les villes disparaissent sous ces amas. Les premiers survivants, les seuls, ceux qui sont partis tout de suite, arrivent au petit matin du 25 sur les pentes éloignées du mont Lattari, où se trouve l'envoyée spéciale de France Info. La ville vit alors ses derniers instants...

ENIGME

J'AI QUATRE.
J'ENLEVE UN. IL ME RESTE CINQ.
POURQUOI ?



Il faut compter en chiffres romains. J'ai le symbole V.

Mots Fléchés N° 30

Précédent par touches Électeur de Hollande	Sortent du sifflet Spécialiste du dépôt	Montât avec Abondance L'un de nos voisins	Peut recevoir Univer-saliste	S'est mis au vert Si prolonger la rig de la tige	Sèche-cheveux	Aiment prendre de la hauteur Comprend la Touba
Orychophores A pris le parti du PC					Grande école Vient d'une fête	
Relatifs à l'essence Fils d'Ida ?						Petit pouce
			Pièce des misérables			Innocent Oreille d'homme
Pièce d'Oe Cabestan		Faire l'âne			Compositeur italien	
			Appareil électronique		Commune du Tessin Hase ou anesse	
Souffle Amène au salut		Sa tour est suisse Ville basque		Saint breton Dans le 44		
			Mettre un N Pluvier à collier			Envahie
N'est plus dans le quartier Mémoire du PC	Corvidé Possessif				Infrascriptio simple En face du Yémen	
		Pleins littéraires Quenotte		Temps fort dans un vers Blanchisserie		Lettrés de lettre Réduit les dimensions
Leporello Dieu Soleil						
	Dans l'Oise Le boucher du Darfour			Localité somalienne Condamné au silence		
Dans le 53, côté est Côte			Île de l'ambre			
	Du roman Lettres de Dobierne		L'Homme par définition Syllabe shaddock			Chemises brunes
Dicastères si d'Etat Amènent automatiquement						

MYSTÈRE d'HISTOIRE



Le plus célèbre monument mégalithique au monde, dont le nom signifie « les pierres suspendues », fait l'objet de toutes les hypothèses depuis que s'y succèdent des générations d'archéologues. Composé d'un ensemble de structures circulaires concentriques qui auraient été érigées entre -2800 et -1100 av.-J.-C., il est situé à 13 km au nord de Salisbury, dans le sud de l'Angleterre. Le monument forme un cercle de 30 mètres de diamètre. Tout autour se trouve un fossé de 103 mètres de diamètre avec des dizaines de puits qui auraient servi pour des cérémonies. Mais on ne connaît pas vraiment à quoi servait le monument. Lieu de rassemblement tribal? Calendrier géant? Observatoire astronomique? La zone est un site archéologique d'envergure et attire près d'un million de visiteurs par année. Sur la photo, des visiteurs et des touristes autour de l'ancien monument de Stonehenge, le 2 mars 2012, dans le Wiltshire, en Angleterre.

harades



Tu en rajoutes un à ton âge.
à chaque anniversaire.
C'est là-dedans que vont les
pentes d'une porte.
Mon tout est une sorte de
lance dont le fer est en forme
de harpon.

(An-goo) (uo-goo)

À cause d'une erreur de sa banque

Il est devenu milliardaire pendant 15 minutes

Un client de Bank of America a eu la surprise de constater un versement de 2,45 milliards de dollars sur son compte, relate Bloomberg. «C'était une erreur d'affichage, rien de plus», a indiqué un porte-parole de la banque. Blaise Aguirre, un psychiatre résidant dans l'Etat du Massachusetts et client de Bank of America, s'est retrouvé milliardaire le temps de quelques minutes. En ouvrant son application mobile, il a découvert que son compte avait été crédité de 2,45 milliards de dollars (2,07 milliards d'euros). Comme il l'a raconté à Bloomberg, il n'a pas réagi tout de suite, persuadé que la banque allait rapidement se rendre compte de son erreur. Mais cela n'a pas été le cas. Il a alors contacté un chargé de relations de la banque pour en savoir plus sur cette immense somme d'argent. «C'était une simple erreur d'affichage, rien de plus», a réagi le porte-parole de Bank of America, Bill Hallidin, ajoutant qu'elle «a été corrigée».

OUED EL HOUT (EL TARF) Arrestation d'un pyromane, auteur d'incendies

Les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Tarf ont arrêté un pyromane auteur présumé d'incendies de forêts ayant détruit de vastes superficies forestières relevant de la localité de Oued El Hout, dans la commune de Ramel El Souk, a-t-on appris dimanche du commandant Djamel Nasri chargé de la communication par intérim de ce corps constitué. La même source a ajouté que ce pyromane, âgé de 22 ans, a été appréhendé en flagrant délit, portant sur lui des traces l'incriminant. Le mis en cause a été appréhendé alors qu'il tentait de s'enfuir à la vue des gendarmes, a-t-on précisé. Présenté devant le magistrat instructeur près le tribunal d'El Tarf, le mis en cause a été écroué pour "incendie de forêts volontaire ayant causé des dégâts à la faune et à la flore". Le commandant Djamel Nasri a rappelé que dans le cadre des efforts visant la lutte contre les différentes formes de criminalité, les services de wilaya de la gendarmerie nationale ont arrêté, récemment, sept (07) autres auteurs présumés de plusieurs incendies de forêts ayant ravagé, au début du mois en cours, d'importantes superficies forestières et cal-

ciné des ruches d'abeilles et du cheptel dans la commune d'Ain Kerma et à Semati, au che fleu de wilaya.

LA NATION

LUNDI 24 AOUT 2020

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:39	12:45	16:43	19:35	21:02

Météo

Alger	● 32	Tizi Ouzou	● 30
Tiaret	● 30	Béjaïa	● 31
Constantine	● 33	Oran	● 31

PÉROU 13 morts lors d'une bousculade dans une discothèque

Au moins 13 personnes ont trouvé la mort lors d'une bousculade dans une discothèque de Lima au Pérou samedi soir lorsque la police est venue faire respecter le couvre-feu sanitaire imposé en raison de l'épidémie de coronavirus, ont annoncé dimanche les



autorités. Quelque 120 personnes s'étaient rendus à cette soirée d'anniversaire relayée sur les réseaux sociaux en dépit de l'interdiction des rassemblements durant le week-end, lorsque la police a fait irruption dans l'établissement situé à Los Olivos, un quartier populaire de la capitale péruvienne. "Face à l'inter-

vention de la police, qui n'a utilisé aucun type d'arme, ni de bombe lacrymogène, les participants à la fête ont tenté de s'échapper par l'unique porte d'entrée et, dans la bousculade, se sont retrouvés coincés entre la porte et l'escalier", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

RDC 15 morts dans un accident de la route

Au moins 15 personnes ont été tuées dans un accident de circulation à Kolwezi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), ont rapporté hier des médias citant une source officielle. L'accident s'est produit à l'entrée de la ville de Kolwezi, la capitale de la province du Lualaba, samedi vers 16h GMT, causant "15 morts et 8 blessés graves", a Veronique Upite, maire de Kolwezi. "Le drame s'est produit lorsqu'un bus de transport en commun est entré en collision avec une jeep privée", a expli-

qué le maire. Le chef de la police de Lualaba, le général David Masandi, a indiqué quel'accident a "essentiellement" été causé par "l'ivresse du conducteur" et la "crevaison du pneu de son bus qui roulait à une vitesse de croisière". Le conducteur fait partie des victimes. Les accidents au Congo-Kinshasa sont également causés par le mauvais état des routes. Le réseau routier congolais s'étale sur 152.000 km mais seulement 10 % (15.000 km) de ce réseau sont en bon état, selon un rapport de la Banque mondiale.

CALIFORNIE (USA) Plus de 400.000 ha brûlés, Trump déclare une catastrophe majeure

Le président américain Donald Trump a déclaré les incendies de forêt qui dévastent la Californie comme une catastrophe majeure, bloquant une aide fédérale d'urgence, rapporte hier la presse locale. La déclaration de Trump libérera une assistance fédérale pour l'Etat, le gouverneur Gavin Newsom affirmant qu'elle aidera également les habitants des comtés touchés par les incendies en leur offrant des conseils en cas de crise, un logement et d'autres services sociaux. L'Etat a déjà demandé l'aide de l'Aus-

tralie et du Canada pour contenir les incendies, qui ont déplacé plus de 100 000 personnes et tué six autres, tout en incinérant des centaines de maisons. Plus de 14 000 pompiers luttent contre 585 incendies qui ont brûlé près de 400 000 hectares alors que les vents violents menacent de pousser les flammes vers les zones les plus peuplées de l'Etat. La plupart des destructions ont été causées par trois grands complexes d'incendies dans des zones rurales montagneuses et boisées.

AND Concours national destiné aux enfants de 6 à 16 ans



L'Agence Nationale des Déchets (AND) a annoncé dimanche, dans un communiqué, l'organisation d'un concours national destiné aux enfants âgés de 6 à 16 ans, dans le but de promouvoir la culture environnementale. Ce concours, intitulé "Tahafi Al fania min nifayaty elyaoumiya" (mes œuvres d'art à partir de mes

déchets quotidiens), consiste en la réalisation d'une vidéo d'une durée de 4 minutes, illustrant les étapes de transformation des déchets d'emballage générés au quotidien, en objets d'art, pièces décoratives, outils scolaires et bien d'autres créations" précise le communiqué. Les participants doivent envoyer leurs vidéos, d'ici au 31 août en cours, via la page Facebook de l'Agence, des vidéos qui seront diffusées sur les réseaux sociaux. Les trois gagnants du concours seront ensuite sélectionnés en fonction du nombre de partages de chaque vidéo, et ce dans les 72 heures qui succèdent sa publication. Les gagnants du concours recevront des tablettes numériques avec des informations détaillées sur la gestion des déchets, présentées sous forme pédagogiques, selon le

communiqué qui souligne que le règlement du concours est disponible sur le site de l'AND: ww.and.dz L'organisation de ce concours entre dans le cadre de l'exécution de la stratégie du ministère de l'Environnement qui vise à promouvoir une culture environnementale, en particulier chez les enfants, à l'occasion des vacances scolaires, a précisé l'agence. L'agence a souligné que les déchets, qui ne sont plus considérés comme des éléments résiduels dont il faut se débarrasser, mais plutôt comme une ressource économique et financière qu'il convient de valoriser et d'intégrer dans un circuit économique viable. Il s'agit donc de passer du statut "déchet" au statut "matière première", afin d'inculquer ce principe dans l'esprit des enfants et lui donner des dimensions "réalistes", soutient l'AND.

BOUIRA Un jeune homme de 25 ans se suicide

La commune d'Ait Laaïz dans la wilaya de Bouira a été ébranlée par le suicide d'un jeune homme âgé de 25 ans, dans la matinée du samedi dernier. Le défunt, dénommé Farid B. s'était pendu à un olivier, à proximité du domicile familial. Une fois sur les lieux du malheureux incident, les éléments de la protection civile ont évacué la dépouille du jeune défunt vers la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf dans la wilaya de Bouira. Les services de sécurité ont ouvert une enquête afin de mettre la lumière sur les circonstances de ce drame, et de connaître les vraies raisons qui ont poussé le défunt à commettre un tel acte.

MILA Nouvelle secousse tellurique de 3,3 degrés à Grarem-Gouga

Une nouvelle secousse tellurique de 3,3 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 15h25 à Grarem-Gouga, dans la wilaya de Mila, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag) dans un communiqué. L'épicentre de cette secousse tellurique a été localisé

à 3 km à l'ouest de Grarem-Gouga, a précisé la même source. Une secousse tellurique de magnitude 4,9 degrés sur l'échelle de Richter avait été enregistrée le 7 août dernier dans la wilaya de Mila, occasionnant des dégâts matériels mais pas de victimes. Elle a été suivie de plusieurs répliques les jours suivants.

MADAGASCAR

20 détenus tués dans une mutinerie

Vingt détenus d'une prison de Farafangana, dans le sud-est de Madagascar, ont été tués dimanche lors d'une mutinerie, a annoncé le ministère de la Justice dans un communiqué. Plusieurs dizaines de prisonniers se sont révoltés et ont attaqué les gardes, s'emparant d'un fusil, a indiqué le ministère. Vingt déte-

nus ont été tués lors des affrontements et huit grièvement blessés. Soixante-huit prisonniers se sont échappés, mais 37 ont été repris dans la journée. Le fusil dérobé a été récupéré, selon le ministère de la Justice, qui a annoncé un renforcement de la sécurité dans tous les établissements pénitentiaires de la Grande Ile.